

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 27 AVRIL 1904.

Proposition de loi modifiant les dispositions de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894 revisant l'article 111 de la loi communale et relative au traitement des secrétaires communaux (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. HENRY DELVAUX.

SOMMAIRE :

CHAPITRE I. — La loi de 1894 doit être modifiée dans un sens favorable aux secrétaires communaux	1
CHAPITRE II. — La loi de 1894 doit être modifiée dans un sens favorable aux communes	5
CHAPITRE III. — Des moyens de pourvoir les communes de bons secrétaires.	5
CHAPITRE IV. — Des ménagements que réclament les finances communales .	8
CHAPITRE V. — De l'intervention de l'État dans les traitements des secrétaires communaux	22
CHAPITRE VI. — Les votes de la section centrale	25
Proposition de loi	27
Annexes	29

MESSIEURS,

CHAPITRE PREMIER.

LA LOI DE 1894 DOIT ÊTRE MODIFIÉE DANS UN SENS FAVORABLE AUX
SECRÉTAIRES COMMUNAUX.

Lorsque, en 1894, le pouvoir législatif intervint dans la fixation des traitements des secrétaires communaux, il posait un principe, dont les conséquences devaient fatalement s'imposer à lui.

L'autonomie communale ne lui parut pas être une objection suffisante et il passa outre.

(1) Proposition de loi, n° 11 (session de 1900-1901).

(2) La Section centrale, présidée par M. HEYNEN, était composée de MM. RENKIN, MALEMPRÉ, DE BÉTHUNE, BERTRAND, LEPEVRE et HENRY DELVAUX.

S'il est vrai de dire que les secrétaires communaux tinrent la loi de 1894 pour un progrès, jamais ils ne lui attribuèrent le mérite d'avoir définitivement résolu la question.

En imposant un minimum de traitement et des augmentations quinquennales, cette loi a voulu amener l'attention des conseils communaux sur l'importance du rôle que jouait le secrétaire, mais elle l'a fait dans une mesure trop restreinte pour que ce dernier se déclarât satisfait. D'autre part, elle ne chercha point à édicter des mesures capables d'assurer aux communes le recrutement de ces fonctionnaires dans les meilleures conditions possibles.

La question ne fut donc que partiellement résolue, les discussions du projet au Sénat l'attestent; la loi n'était pas votée que, de l'aveu de MM. le baron Surmont de Volsberghe, Dupont et le baron d'Huart, elle était déjà reconnue insuffisante.

Le souci d'aboutir avant la fin de la session empêcha, seul, le renvoi du texte de loi à la Chambre.

Il est donc permis d'affirmer que les propositions actuelles plongent leurs racines dans les travaux préparatoires de la loi de 1894.

C'est bien, d'ailleurs, ainsi que pensent les auteurs du projet quand ils disent :

« Le projet de loi du 1^{er} janvier 1901 a pour but de donner à la loi du » 3 juillet 1894, son interprétation rationnelle et son complément logique. »

MM. les gouverneurs de province, les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres d'un certain nombre de communes émancipées, ont, par l'intermédiaire obligeant de M. le Ministre de l'Intérieur, fourni à la section centrale des rapports circonstanciés et suggestifs, dont l'attentif examen jette sur les aspects divers de la question une vive lumière.

La consultation, sollicitée de leur expérience administrative, établit les résultats suivants :

A la question de savoir s'il échet de supprimer le chiffre le plus bas du minimum prévu par la loi actuelle, pour ne laisser subsister que le chiffre le plus élevé de ce minimum, trois députations permanentes et dix-neuf commissaires d'arrondissement disent : oui; ce sont : les députations permanentes des provinces de Brabant, Liège et Limbourg, et les commissaires des arrondissements de Nivelles, Courtrai, Furnes, Ypres, Alost, Audenarde, Gand, Eecloo, Saint-Nicolas, Termonde, Ath, Tournai, Waremmé, Verviers, Liège, Tongres, Hasselt, Neufchâteau et Bastogne.

Six députations permanentes et cinq commissaires d'arrondissement se montrent défavorables; ce sont : les députations des provinces d'Anvers, Flandre occidentale, Flandre orientale, Hainaut, Luxembourg et Namur, et les commissaires des arrondissements de Bruxelles, Louvain, Bruges, Thielt et Thuin.

Les commissaires des arrondissements de Charleroi, Mons, Soignies, Philippeville et Namur n'émettent aucun avis.

Interrogés sur le point de savoir s'il faut porter à plus de 3 p. c. l'augmentation quinquennale, les députations permanentes des provinces de Hainaut, Flandre occidentale, Flandre orientale et Brabant, et les commissaires

des arrondissements de Bruxelles, Louvain, Nivelles, Bruges, Furnes, Thielt, Ypres, Ath, Charleroi, Soignies, Waremmes, Verviers, Liège, Tongres, Hasselt, Dinant et Philippeville se prononcent pour l'affirmative, tandis que les quatre députations permanentes d'Anvers, Limbourg, Luxembourg et Namur, et les sept commissaires d'arrondissement de Mons, Thuin, Huy, Arlon, Marche, Neufchâteau et Bastogne sont d'un avis opposé.

Sur ce point, les sept commissaires d'arrondissement de Courtrai, Alost, Audenarde, Gand, Saint-Nicolas, Termonde et Namur n'ont pas émis d'avis, non plus que la députation permanente de Liège qui est toutefois sympathique au relèvement des traitements.

Enfin, toutes les administrations des communes émancipées ont généralement émis un avis favorable à l'adoption du projet Dufrane.

La raison dominante, dans les avis défavorables, procède de ce que beaucoup de secrétaires communaux cumulent avec leur emploi, d'autres fonctions, telles que celles de secrétaires ou de receveurs des établissements charitables, d'instituteurs communaux, sacristains, organistes, clercs de notaire, etc.; qu'ils exercent d'autres professions, comme celles d'agents d'affaires, agents d'assurances, négociants en nom personnel ou par personne interposée, etc., etc., et que ces situations sont souvent très lucratives en raison de l'influence que les secrétaires retirent de leurs fonctions.

Dans l'ensemble, il se dégage des nombreux documents mis à la disposition de la section centrale, une impression favorable à l'augmentation du minimum de traitement des secrétaires communaux et du taux des augmentations périodiques.

De l'intéressant rapport de M. le commissaire de l'arrondissement de Waremmes, nous détachons ces lignes :

« Je suis plus convaincu que jamais que le traitement accordé aux secrétaires communaux, par la loi de 1894, et notamment pour les huit premières catégories, est absolument insuffisant.

» L'augmentation quinquennale de 5 p. c. n'est nullement en rapport non plus avec le développement progressif du travail si difficile dont la charge tout entière repose sur les secrétaires communaux.

» Car, veuillez le remarquer, dans les communes rurales, généralement peu populeuses, les administrateurs communaux se désintéressent presque complètement du travail de bureau, qu'au surplus, ils ne pourraient personnellement mener à bien.

» La besogne communale retombe tout entière sur le secrétaire et, comme actuellement une grande partie de cette besogne doit être expédiée journellement, ce fonctionnaire doit être à la disposition de la commune presque tous les jours de la semaine. »

L'importance des fonctions du secrétaire communal ne peut être contestée. M. De Reu, le distingué rapporteur de la loi de 1894, disait avec raison :

« Dans la plupart des communes, c'est presque exclusivement sur le secrétaire communal que repose la prompte et régulière expédition des affaires confiées aux administrations communales. Et ce n'est pas seulement des

» intérêts de la commune que ces administrations sont chargées, elles doivent
» concourir à l'exécution des lois ainsi que des règlements d'administration
» générale et provinciale; c'est par leur intermédiaire que le pouvoir central
» exerce son action dans toutes les parties du pays. »

Les communes émancipées surtout, sont bien en situation d'apprécier la valeur du travail de ces utiles fonctionnaires.

L'une d'elles, Laeken, s'exprime comme suit à ce sujet :

« Plus encore que par le passé, le concours des secrétaires communaux
» est devenu précieux, au point de vue de la bonne marche des affaires
» communales et de l'exécution des lois et règlements généraux.

» Sous le régime électoral en vigueur, le corps communal subit des muta-
» tions fréquentes; à peine les membres du conseil ont-ils acquis quelques
» connaissances administratives, quelque expérience, qu'ils se voient rem-
» placés par des collègues généralement peu initiés aux questions soumises
» à leurs délibérations.

» Dans des cas assez nombreux même, à raison de considérations d'ordre
» politique, la commune reste pendant plusieurs années sans bourgmestre
» et est dirigée par un échevin affirmant ouvertement son opposition au
» régime constitutionnel existant.

» La coopération d'un secrétaire capable et zélé, obvie à ces graves in-
» convénients; elle donne aux affaires de la commune l'esprit de suite indis-
» pensable pour assurer et maintenir le bien-être et la prospérité locale.

» La législation électorale a été successivement modifiée; des statistiques
» nombreuses sont, à chaque instant, à dresser.

» Le travail incombant de ces derniers chefs, aux secrétaires communaux,
» est considérable.

» Il nécessite de ces derniers chefs les connaissances les plus variées de
» droit administratif, de droit civil, de droit fiscal, d'économie politique et
» de finances et comptabilité.

» La tâche des secrétaires des petites communes, où le niveau intellectuel
» des conseillers communaux est loin de s'être élevé, est devenue très
» lourde et nécessite des études continues. »

Ce sentiment se traduit en de nombreux passages des documents analysés par la section centrale, et celle-ci même, à la presque unanimité de ses membres, rend justice à l'importance du concours que le secrétaire apporte à la gestion des affaires :

Au milieu des soubresauts que la politique entraîne parmi les administrateurs municipaux, le secrétaire demeure, comme le trait d'union entre eux; il personnifie l'âme communale, par la permanence de son intervention par la continuité de ses vues et de ses efforts, par l'influence déterminante qu'il exerce sur l'orientation des affaires, et souvent même, sur les décisions que prendra le conseil.

La section centrale reflétait ainsi l'opinion de la Chambre, puisqu'à côté des noms de MM. Dufrane et Ouverleau, elle trouvait au bas du projet de loi, les signatures du baron Drion et de M. Maenhaut d'une part, et, d'autre part, celles de MM. Vandervelde et Mansart.

Les divers groupes de la Chambre se sont donc trouvés d'accord pour sou-

mettre au Parlement une modification de la loi de 1894, dans un sens favorable aux secrétaires communaux.

CHAPITRE II.

LA LOI DE 1894 DOIT ÊTRE MODIFIÉE DANS UN SENS FAVORABLE AUX COMMUNES.

La loi de 1894 avait encore moins résolu la question au profit des communes.

Elle avait peu fait pour que celles-ci fussent assurées de trouver dans les aptitudes et le dévouement du secrétaire la compensation du sacrifice qu'elle imposait au profit de ce dernier. Ce souci n'apparaît pas non plus dans le projet de MM. Dufrane et consorts.

Nous avons pensé que l'examen de ce point méritait l'attention de la section centrale.

Envisagée sous cet aspect, la question revêt plus d'ampleur, elle apparaît sous son véritable jour.

Dès l'instant où il s'agit d'assurer un meilleur recrutement des secrétaires communaux, d'encourager ceux qui sont zélés et actifs, d'armer contre les négligents le conseil et la députation permanente, la présente discussion se range à part des innombrables demandes, requêtes, suppliques et projets par lesquels les agents de toutes les administrations tendent perpétuellement la main vers les pouvoirs publics, créant des associations et des bulletins dont la principale, sinon l'unique raison d'être est d'assaillir périodiquement, au profit de leur caisse personnelle, ceux qui sont les distributeurs des deniers publics.

Toute réforme doit devenir sympathique qui aurait pour effet de doter chaque commune d'un secrétaire intelligent et travailleur, assurant, par un labeur éclairé, une marche régulière et heureuse des affaires qui lui sont confiées.

CHAPITRE III.

DES MOYENS DE POURVOIR LES COMMUNES DE BONS SECRÉTAIRES.

La section centrale pense que, pour atteindre ce but, il faut garantir au secrétaire communal, un minimum de traitement suffisant.

Celui-ci est justifié partout, car il est un certain nombre de connaissances que les secrétaires doivent posséder, si minime que soit la commune qui emploie leurs services.

En effet, les obligations légales s'imposent dans toutes les communes du Royaume, que leur population compte 500 ou 5,000 habitants.

La besogne est sans doute moins considérable dans les petites communes que dans les centres populeux, mais la forme du travail et la valeur de celui-ci sont identiques, les connaissances et les aptitudes doivent être à peu près les mêmes et il n'y a guère de différence que dans la somme de travail.

Soit que nombre de conseils des petites communes comprennent mal l'obligation pour tout secrétaire de posséder une somme déterminée de connaissances administratives, ou que la situation financière de celles-ci, ne

leur permette pas de proportionner la rémunération à la somme des connaissances requises pour remplir convenablement cet emploi, il est encore, en Belgique, un certain nombre de communes de cette importance où les traitements sont insuffisants.

Comment la commune pourrait-elle s'assurer un bon secrétaire s'il ne reçoit qu'un traitement dérisoire ?

Comment exiger de lui qu'il réserve son travail et ses efforts aux soins communaux, si la rémunération qu'il reçoit ne lui permet pas de vivre ?

Comment empêcher des cumuls, parfois très absorbants, si le secrétaire ne touche point des émoluments suffisants pour élever sa famille ?

Ces considérations ont frappé la section centrale, qui s'est montrée favorable au relèvement du minimum des traitements.

Pour pourvoir les communes de bons secrétaires, il importe non seulement de garantir à ceux-ci un traitement minimum suffisant, mais il faut encourager le zèle et l'activité de ces agents par des augmentations périodiques qui représentent des améliorations réelles de situation : celles que leur alloue la loi de 1894 ne peuvent prétendre à atteindre ce but.

En effet, sous la législation actuelle, le secrétaire d'une commune de la première catégorie, moins de 500 habitants, dont le traitement est fixé au plus bas minimum légal reçoit, au bout de la cinquième année, une augmentation annuelle de 10 francs ; au bout de la dixième année, une augmentation de fr. 20-50 ; au bout de la quinzième année, de fr. 51-52 ; après 30 ans de bons services, de fr. 68-00 seulement.

De même, le secrétaire d'une commune de la quatrième catégorie, 1,001 à 1,500 habitants, ne bénéficie que d'une augmentation annuelle de 25 fr., après 5 ans ; de fr. 51-25, après 10 ans ; de fr. 78-81, après 15 ans et de fr. 170-08 après 30 ans.

Dans la huitième catégorie, 3,001 à 4,000 habitants, le secrétaire a droit à une augmentation annuelle de 60 francs après 5 ans ; de 125 francs après 10 ans ; de fr. 189-15 après 15 ans et de fr. 408-10 après trente ans.

Il ne suffisait point d'inscrire dans la loi des chiffres de traitement minimum et d'augmentations périodiques, il fallait encore armer le secrétaire contre l'inertie du conseil communal ou son mauvais vouloir, en lui ouvrant un recours pour le cas où la commune lui refuserait une augmentation justifiée.

Il fallait de même que cette augmentation demeure un stimulant ; qu'elle ne soit point une simple prime d'ancienneté dont le secrétaire négligent ne pût, en aucun cas, être privé.

Contre un conseil communal trop indulgent ou trop faible, il convenait d'armer la députation permanente.

« Nul n'ignore, en effet, dit M. le commissaire de l'arrondissement de Nivelles, que les secrétaires communaux acquièrent souvent sur les administrateurs communaux, en raison de leur quasi-immobilité, une influence disproportionnée avec la nature et l'importance de leurs fonctions, influence qu'il n'est pas très rare de voir transformer en une espèce de protectorat. »

M. le commissaire de l'arrondissement de Bruxelles dit de même :

- « On ignore trop ce qui se passe dans nos communes rurales.
- » On ne se doute pas que leurs secrétaires communaux sont, en réalité,
- » des agents inamovibles. Il est presque sans exemple qu'un secrétaire soit
- » révoqué ou simplement suspendu de ses fonctions.
- » Partout, de même que dans toutes les professions, s'il en est qui sont
- » excellents, il en est d'autres qui sont médiocres ou même fort mauvais.
- » Le collège ou le bourgmestre s'abstiennent de proposer une mesure de
- » rigueur au conseil communal, parce qu'ils redouteraient l'impopularité qui
- » rejaillirait sur eux.
- » Ils ne veulent pas non plus se faire un ennemi de ce dernier, parce
- » qu'ils appréhendent qu'il ne combatte leur réélection. Enfin, il leur serait
- » éminemment désagréable de se créer un adversaire déterminé dans la
- » sphère restreinte de la vie villageoise.
- » Quant au conseil communal, ignorant des nécessités administratives,
- » bienveillant par tempérament et corps politique avant tout, il ne voudra
- » pas s'associer à une mesure de rigueur. »

En raison de cette influence parfois prépondérante du secrétaire sur le conseil, il ne faut pas que, s'il se trouvait un fonctionnaire qui ne fût pas doué du sentiment du devoir, il puisse trouver inutile de se donner beaucoup de peine, puisque, en tout état de cause, il sera certain d'obtenir une amélioration de position, qu'il en coûte aux contribuables qu'il dessert ou non.

Il est donc légitime que la députation permanente se trouve armée pour pouvoir intervenir éventuellement au sujet des augmentations périodiques.

Enfin, certains membres de la section centrale ont estimé qu'il convenait de mettre fin aux fonctions d'un secrétaire que l'âge ou les infirmités auraient mis hors d'état d'être utile à la commune.

L'honorable M. Heynen a proposé à la section centrale l'amendement dont la teneur suit :

- « Les secrétaires sont mis à la retraite par le conseil communal lorsqu'une
- » infirmité grave et permanente ne leur permet plus de remplir convena-
- » blement leurs fonctions, ou lorsqu'ils ont accompli l'âge de 70 ans. »

Cet amendement fut voté par 5 oui et une abstention.

Il importait toutefois d'examiner si cette disposition peut concorder avec le texte de la loi de 1861, relative à la pension des secrétaires communaux.

La loi dit :

- « Ont droit à la pension :
- » 1° Les secrétaires communaux âgés de 60 ans révolus, comptant
- » 30 années de service en cette qualité et qui, pendant ce laps de temps
- » ont participé à la caisse ;
- » 2° Les secrétaires communaux, quel que soit leur âge, ayant participé
- » pendant dix ans au moins à la caisse, lorsque leur place est supprimée ou
- » qu'ils se trouvent, pour toujours, par suite d'infirmités, dans l'impossibi-
- » lité de remplir leurs fonctions.

» La condition de 10 années est réduite à 5, si les infirmités dont le secrétaire est atteint, proviennent de l'exercice de ses fonctions. »

En présence de ces textes, la section centrale se borne à émettre l'avis qu'une modification ultérieure de la loi de 1861, dans le sens de l'amendement de l'honorable M. Heynen, serait profitable au bon exercice des devoirs des secrétaires communaux.

Elle entrevoit d'ailleurs la revision de cette loi, comme éventuellement nécessaire, en suite des charges nouvelles qu'entraînerait pour la Caisse des pensions des secrétaires communaux, les augmentations des traitements de ceux-ci.

Déjà, des commissions ont été constituées, de longs débats ont eu lieu, mettant aux prises actuaire d'une part et secrétaires communaux d'autre part, sans que les uns et les autres aient pu conclure accord sur la valeur des bases de la caisse actuelle.

Aux uns appartient la rigueur de la règle, l'inflexibilité du théorème ; aux autres une existence de plus de 40 années menées sans difficultés, et une constitution qu'ils affirment assez robuste pour se maintenir longtemps encore.

Nous n'avons point pour mission de trancher le différend, mais il doit suffire que les actuaire distingués qui ont pris parti dans cette question jettent un cri d'alarme, pour que ceux qui en ont la charge se prononcent entre les uns et les autres, et proposent éventuellement les mesures qu'ils jugeraient convenir.

CHAPITRE IV.

DES MÉNAGEMENTS QUE RÉCLAMENT LES FINANCES COMMUNALES.

Si la Législature, en raison d'intérêts supérieurs, a cru pouvoir inscrire au budget des communes certaines dépenses relatives au traitement des secrétaires communaux, si bienveillante d'ailleurs que cette Législature puisse se trouver vis-à-vis de ces fonctionnaires, elle a cependant pour devoir de ne point compromettre l'équilibre du budget des communes.

La section centrale, s'inspirant de cette idée, a constaté d'abord que la situation des secrétaires communaux s'est déjà considérablement améliorée depuis la mise en vigueur de la loi du 3 juillet 1894.

Nous ne croyons pouvoir mieux établir la vérité de cette assertion qu'en juxtaposant la moyenne des traitements de tous les secrétaires communaux du pays, divisés par province et par vingt-trois catégories de population, au 31 décembre 1892 et au 31 décembre 1902.

*Moyennes des traitements alloués, en 1892 et en 1902, aux secrétaires
communaux du Royaume.*

Moyenne des traitements alloués en 1892 et en

PROVINCES.	MOYENNES DES TRAITEMENTS ALLOUÉS AUX SECRÉTAIRES										
	Moins de 300 h.	304 à 500	504 à 1,000	1,004 à 1,500	1,504 à 2,000	2,004 à 2,500	2,504 à 3,000	3,004 à 4,000	4,004 à 5,000	5,004 à 6,000	6,004 à 8,000
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
Anvers .	1892	400	508	619	751	843	963 » 1,027	» 1,297	» 1,243	1,500	1,810 »
	1902	404	556	711	983	1,121	1,079.85 1,382.80	1,570.86	1,760	1,887	2,227.86
Brabant .	1892	301	310	444	585	800	931 » 1,104	» 1,356	» 1,739	2,092	2,478 »
	1902	327	388	541	702	888	1,071 » 1,202	» 1,475	» 1,922	1,862	2,679 »
Flandre occidentale.	1892	302	429	605	702	872	925 » 1,093	» 1,300	» 1,277	1,433	1,633 »
	1902	322	405	594	767	895	1,092 » 1,210	» 1,504	» 1,585	1,945	1,926 »
Flandre orientale.	1892	240	295	417	553	669	797 » 969	» 1,125	» 1,242	1,466	1,623 »
	1902	259	365	477	625	767	983 » 1,135	» 1,357	» 1,576	1,836	2,003 »
Hainaut .	1892	318	334	539	678	1,011	1,278 » 1,455	» 1,600	» 1,738	2,125	2,070 »
	1902	347	417	647	796	1,096	1,329 » 1,900	» 1,753	» 2,216	2,064	2,524 »
Liège . .	1892	204	259	431	617	801	970 » 1,136	» 1,412	» 1,900	2,300	2,366 »
	1902	278	368	533	730	1,049	1,082 » 1,539	» 1,463	» 2,199	2,206	2,387 »
Limbourg .	1892	173	210	277	431	582	700 » 710	» 760	» 1,900	»	»
	1902	248	327	440	593	729	917 » 1,196	» 1,267	» 1,463	»	»
Luxem- bourg.	1892	245	271	350	464	694	1,350 » 917	» 1,400	»	»	»
	1902	257	353	450	589	772	1,129 » 1,378	» 1,571	»	»	»
Namur. .	1892	208	253	372	557	735	1,008 » 1,064	» 1,075	» 1,300	»	2,300 »
	1902	250	342	476	692	927	941 » 1,396	» 1,332	» 1,658	»	2,126 »
Le Royaume.	1892	226	277	423	595	814	945 » 1,108	» 1,298	» 1,509	1,800	2,036 »
	1902	299	391	541	719	916	1,069 » 1,371	» 1,477	» 1,797	1,966	2,268 »

1902 aux secrétaires communaux du Royaume.

COMMUNAUX EN 1892 ET EN 1902 DANS LES COMMUNES DE :

8,001 à 10,000 12	10,001 à 15,000 13	15,001 à 20,000 14	20,001 à 25,000 15	25,001 à 30,000 16	30,001 à 35,000 17	35,001 à 40,000 18	40,001 à 45,000 19	45,001 à 50,000 20	50,001 à 75,000 21	75,001 à 100,000 22	100,001 et plus. 23	Observations.
2,100 2,570	2,600 » 2,816 66	2,845 » 3,587 50	2,800 3,275	5,000 »	» »	» 6,700	» »	» »	4,800 5,250	» »	» 11,000	N.B. Pour l'arrondissement de Louvain, les calculs portent sur les traitements de l'année 1900.
2,000 2,734	3,275 » 3,896 »	3,300 » 4,087 »	6,000 4,800	6,000 »	4,500 7,087	» »	5,500 5,775	» 7,500	9,000 7,344	» »	» 13,600	
2,400 2,414	2,250 » 2,684 »	3,400 » 3,678 »	3,000 3,100	5,000 »	» 4,862	» 5,775	» »	» »	» 6,300	» »	» »	
2,037 2,376	2,176 » 2,843 »	2,883 » 3,200 »	» 3,675	3,850 3,500	» 3,500	» »	» »	» »	» »	» »	» 8,250	
2,662 2,945	3,000 » 3,463 »	3,000 » 4,081 »	4,867 5,250	5,500 5,250	5,000 »	» 6,300	» »	» »	» »	» »	» »	
2,500 2,833	2,925 » 3,675 »	» 3,675 »	» »	» »	4,000 »	» 4,000	» »	7,000 7,000	» »	» »	» 9,000	
2,200 3,300	2,857 » 2,866 »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	
4,500 »	» 4,725 »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	» »	
» »	» »	» »	» »	» »	» 6,200	» »	» »	» »	» »	» »	» »	
2,516 2,739	2,827 » 3,371 »	3,050 » 3,718 »	4,400 4,020	4,886 4,375	4,500 5,412	» 5,694	5,500 5,775	7,000 7,250	6,900 6,275	» »	» 10,462	

L'examen de ce tableau permet de s'assurer que les traitements des secrétaires communaux ont été augmentés notablement par la mise à exécution de la loi du 3 juillet 1894. La marche progressive de ces augmentations ne ferait que s'accroître.

Soucieuse de sauvegarder les finances communales, la section centrale a d'abord examiné sous cet aspect le projet de l'honorable M. Dufrane.

La comparaison qu'elle a faite entre le barème proposé par l'honorable membre et la loi actuelle, l'a amenée aux constatations consignées au tableau, annexes *littéra A*. Ce tableau indique quelles seraient les conséquences financières de ce projet dans chacune des catégories où les communes sont classées à raison de leur population et en supposant 31 ans de fonctions.

Ainsi qu'il ressort de ce tableau, le traitement d'un secrétaire qui, après 31 ans de service, aurait, suivant la loi actuellement en vigueur, une augmentation légèrement supérieure à $\frac{1}{3}$ de son traitement, recevrait $\frac{4}{3}$ de ce traitement, en cas d'application du projet Dufrane dans les communes ayant de 301 à 2,500 habitants.

Dans les communes des septième à douzième catégories, ayant de 2,501 à 8,000 habitants, alors que l'augmentation d'un tiers subsiste sous l'empire de la loi actuelle, elle dépasse les $\frac{2}{3}$ dans le projet Dufrane, pour s'abaisser légèrement en-dessous de ce chiffre dans les communes des douzième à quatorzième catégories, à savoir celles possédant de 8,001 à 25,000 habitants.

Le tableau des augmentations périodiques totales et annuelles pour tout le royaume, annexes, *littéra B*, est d'une grande éloquence à ce sujet : tandis que, sous la législation actuelle, en supposant fixés au minimum de la loi les traitements des secrétaires de tout le royaume, l'augmentation, après 5 ans,

avec le plus petit minimum, est de fr.	88.690;
— le second —	108.685;
dans le projet Dufrane —	292.660;

Après 15 ans, cette augmentation, dans la loi actuelle, est :

d'après le plus petit minimum. fr.	279.537,54 ;
d'après le second minimum, de »	354.560,76 ;
et elle a atteint, dans le projet Dufrane »	1.003.992,94 .
Et, après 30 ans, avec le petit minimum au lieu de »	603.078,16 ;
et d'après le second de »	759.182,97 ;
elle se chiffre dans le projet Dufrane à »	2.482.238,86.

Un autre fait a impressionné la section centrale : c'est que, d'après le projet Dufrane, 1,143 communes, sur 2,616 n'auraient pas à ce jour rempli leurs devoirs vis-à-vis des secrétaires communaux ; 1,143 devraient relever les traitements ; les secrétaires de 173 communes jouissent d'un traitement égal au minimum Dufrane ; ceux des 1,500 autres ont des traitements supérieurs à ces minima ; les voici groupés par province ;

Tableau des communes où le traitement du secrétaire est supérieur, égal ou inférieur au minimum du projet de M. Dufrane (chiffres extraits des documents mis à la disposition de la section centrale). (Projet de M. Dufrane.)

PROVINCE DE	ARRONDISSEMENT DE	Nombre de communes.	TRAITEMENTS			Observations.
			en-dessous du minimum.	minimum.	au-dessus.	
Anvers . . .	Anvers . . .	60	11	1	48	160 communes d'après les traitements renseignés pour 1900 et 79 d'après ceux renseignés pour 1901.
	Malines . . .	40	19	2	19	
	Turnhout . .	52	9	8	35	
		152	39	11	102	
Brabant . . .	Bruxelles . .	123	50	6	67	
	Louvain . . .	113	53	9	51	
	Nivelles . . .	108	23	5	80	
		344	126	20	198	
Flandre Occidentale	Bruges . . .	40	10	4	26	
	Courtrai . . .	46	24	3	19	
	Dixmude . . .	26	8	4	14	
	Furnes . . .	28	6	3	19	
	Ostende . . .	27	4	2	21	
	Roulers . . .	20	13	»	7	
	Thielt . . .	19	7	2	10	
	Ypres . . .	42	11	3	28	
		248	83	21	144	
Flandre Orientale.	Alost . . .	81	53	4	24	
	Audenarde . .	60	35	4	21	
	Eecloo . . .	18	7	2	9	
	Gand . . .	81	42	4	35	
	Saint-Nicolas .	30	15	»	15	
	Termonde .	28	13	2	13	
		298	165	16	117	

PROVINCE DE	ARRONDISSEMENT DE	Nombre de communes.	TRAITEMENTS			Observations.
			en-dessous du minimum.	minimum.	au-dessus.	
Hainaut	Ath	64	9	2	53	
	Charleroy . .	73	15	1	57	
	Mons. . . .	81	14	7	60	
	Soignies. . .	53	10	2	41	
	Thuin . . .	82	15	4	63	
	Tournai . . .	88	28	3	57	
		441	91	19	331	
Liège	Huy	81	27	10	44	
	Liège	114	25	7	82	
	Verviers. . .	59	13	3	43	
	Waremmé . .	88	46	11	31	
		342	111	31	200	
Limbourg. . .	Hasselt . . .	68	43	5	20	
	Maeseyck . .	36	27	2	7	
	Tongres . . .	102	82	8	12	
		206	152	15	39	
Luxembourg . .	Arlon	21	14	»	7	
	Bastogne. . .	33	20	2	11	
	Marche . . .	53	38	5	10	
	Neufchâteau. .	73	46	4	23	
	Virton . . .	44	28	2	14	
		224	146	13	65	
Namur	Dinant . . .	140	107	5	28	
	Namur . . .	134	74	19	41	
	Philippeville. .	87	49	3	35	
		361	230	27	104	
Récapitulation gé- nérale	Anvers . . .	152	39	11	102	
	Brabant . . .	344	126	20	198	
	Flandre occid.	248	83	21	144	
	Flandre orient.	298	165	16	117	
	Hainaut . . .	441	91	19	331	
	Liège	342	111	31	200	
	Limbourg . .	206	152	15	39	
	Luxembourg. .	224	146	13	65	
	Namur . . .	361	230	27	104	
	Totaux . .	2,616	1,143	173	1,300	

En comparant les tableaux mis à sa disposition, la section centrale a constaté, qu'après trente et un ans, pour toutes les communes du Royaume, il aurait été payé en traitements. et en augmentations :

d'après la loi actuelle	{	de fr. 62.699.124,14
		à fr. 76.833.870,72
d'après le projet Dufrane,		fr. 93.273.719,80
soit une différence en plus de	{	de fr. 32.574.595,66
		à fr. 18.439.849,08

Les auteurs du projet de loi n'avaient probablement pas scruté les conséquences financières de leur bienveillante initiative; ils n'ont d'ailleurs fait aucune difficulté à le reconnaître.

Un vote favorable de la section centrale n'eût point suffi à dérober à l'attention du Parlement la charge qui allait atteindre les communes. La section centrale n'eût point été suivie.

Elle a d'ailleurs rejeté le barème Dufrane par 5 voix contre 1 et 1 abstention, l'unanimité de ses membres étant présents.

Cependant, les considérations qui avaient fait naître le projet Dufrane ne tombaient pas avec lui. Deux membres de la section centrale, MM. Heynen et Henry Delvaux, reprirent en mains la cause des secrétaires communaux et ils jugèrent qu'il ne convenait pas de se séparer après le vote négatif sur le projet de M. Dufrane et consorts. L'un et l'autre saisirent la section centrale de contre-propositions à tendances diverses :

M. Heynen proposa un barème assis sur les bases suivantes :

CATÉGORIE	COMMUNES — NOMBRE D'HABITANTS.	TRAITEMENT		
		INITIAL.	APRÈS 6 ANS.	APRÈS 12 ANS.
1 ^e	Moins de 300 hab ^s	200 à 300	250 à 350	300 à 400
2 ^e	301 à 500	300 » 400	350 » 450	400 » 500
3 ^e	501 » 1,000	400 » 500	450 » 550	500 » 600
4 ^e	1,001 » 1,500	500 » 600	550 » 700	600 » 800
5 ^e	1,501 » 2,000	600 » 800	700 » 900	800 » 1,000
6 ^e	2,001 » 2,500	800 » 1,000	900 » 1,100	1,000 » 1,200
7 ^e	2,501 » 3,000	1,000 » 1,200	1,100 » 1,300	1,200 » 1,400
8 ^e	3,001 » 4,000	1,200 » 1,400	1,300 » 1,500	1,400 » 1,600
9 ^e	4,001 » 5,000	1,400 » 1,600	1,500 » 1,700	1,600 » 1,800
10 ^e	5,001 » 6,000	1,600 » 1,800	1,700 » 1,900	1,800 » 2,000
11 ^e	6,001 » 8,000	1,800 » 2,000	1,900 » 2,100	2,000 » 2,200
12 ^e	8,001 » 10,000	2,000 » 2,200	2,100 » 2,350	2,200 » 2,500
13 ^e	10,001 » 15,000	2,200 » 2,500	2,350 » 3,000	2,500 » 3,500
14 ^e	15,001 » 25,000	2,500 » 3,500	3,000 » 3,750	3,500 » 4,000

Notre estimé Vice-Président appuya sa proposition des considérations suivantes :

» La loi du 3 juillet 1894, ainsi que les propositions de MM. Dufrane et Delvaux, fixent une augmentation obligatoire quinquennale — avec augmentation indéfinie — à laquelle nous préférons le barème qui fixe un traitement, minimum, médium et maximum. En effet, nous n'admettons pas qu'on augmente le traitement d'un fonctionnaire au déclin de l'âge; une telle mesure ne répond pas à des services plus grands et a pour inconvénient d'engager le titulaire à rester en fonctions plus longtemps que ne lui permettent ses forces. Il cherchera à jouir du maximum de son traitement et de la pension plus forte qui y est attachée, pour lui d'abord, et pour sa veuve, s'il vient à mourir.

« A mon avis, le secrétaire a droit au maximum quand il a atteint un certain nombre d'années de services, qu'il est dans la force de l'âge et la plénitude de ses facultés et qu'il a les charges de famille les plus lourdes.

» Augmenter le traitement initial en procédant par des dépenses réitérées, bouleverse souvent la base de l'économie financière de nos petites communes. Puis, les administrations doivent être libres de donner dès le début le maximum, le médium ou le minimum de traitement. Parfois, il leur conviendra de le donner dès le début, si elles ont sous la main un homme très capable, mais celui-ci sera mal venu de demander ensuite des augmentations. La liberté de convention doit exister en tant qu'il n'y ait pas de préjudice pour le fonctionnaire. Or, il est évident qu'il n'y en a pas quand le maximum de traitement est accordé plus tôt que la loi ne le porte.

» J'ai maintenu les chiffres actuellement existants pour ne pas supprimer entièrement la latitude laissée aux communes de fixer le traitement de leurs employés.

» J'admets une durée moyenne de 30 ans, soit six périodes quinquennales pendant lesquelles les secrétaires — sans qu'il soit tenu compte de leur mérite — obtiennent une augmentation et j'ai stipulé que le secrétaire communal commencera avec un minimum de _____, suivant la catégorie; après 6 ans, 15 ou 20 p. c. d'augmentation, et à 12 ans, 25 p. c.

» Au lieu d'avoir son traitement fort quand il ne peut plus travailler et au déclin de sa carrière, le secrétaire en jouira plus tôt et plus longtemps, ce qui constitue pour lui un grand avantage, sans être une charge très lourde pour la commune.

» Dans le tableau, pour simplifier le barème, le maximum de chaque catégorie correspond au traitement initial de la catégorie suivante, de même que le médium est la moyenne entre le traitement minimum et le traitement maximum.

» J'ai admis l'intervention du Gouvernement dans les augmentations moyenne et maximum de ces agents, parce que les administrations centrales — la justice pour les bulletins des étrangers, les chemins de fer pour les transports des ouvriers, d'écoliers, etc., — leur demande assez bien de besogne supplémentaire.

» L'occasion m'a paru favorable pour proposer à la Chambre de fixer une

limite d'âge aux secrétaires communaux et de les pensionner d'office à 70 ans. L'intérêt des communes et l'intérêt général justifient cette mesure.

» Il n'est pas douteux que le fonctionnaire qui a atteint l'âge de 70 ans laisse souvent à désirer sous le rapport de l'activité, de l'initiative, de l'ardeur au travail.

» Il est donc juste d'accorder aux secrétaires qui, après 30 ou 40 années de service, ont atteint 70 ans, un repos bien mérité.

» Peut-être cette mesure appelle-t-elle comme corrolaire la réduction de $\frac{1}{55^e}$ du diviseur adopté pour la fixation de la pension.

» Le barème que je propose est certainement favorable aux jeunes secrétaires communaux, mais il risque fort d'être combattu par les vieux, qui sont les plus nombreux. »

Ajoutons à ces judicieuses observations :

1° Que le système de M. Heynen, qui maintient le traitement initial de la loi de 1894, permet mieux aux conseils communaux de proportionner le chiffre de traitement à l'état des finances locales ;

2° Il est plus, de ce chef, en harmonie avec l'autonomie communale, puisqu'il n'impose pas un chiffre de traitement déterminé ;

3° Il constitue un puissant stimulant pour les secrétaires qui en apportant dans l'exercice de leurs fonctions toute l'intelligence, toute l'activité et toutes les aptitudes désirables, peuvent atteindre, après 12 ans, le maximum de traitement.

Dans son application, le barème de M. Heynen présente les résultats qu'indique le tableau-annexe litt. A.

Après 6 ans, alors que les traitements des communes de la première catégorie atteignent 210 ou 315 francs d'après la loi en cours — et 345 francs dans le projet Dufrane, — ils atteignent 230 ou 330 francs dans le projet Heynen.

Après 12 ans : fr. 220.50 ou fr. 330.75, loi de 1894 — fr. 396.75, projet Dufrane — 300 ou 400 francs, projet Heynen.

Et, après 30 ans, ces chiffres de 300 ou de 400 francs, bien que inférieurs à ceux du projet Dufrane — fr. 693.91 — sont supérieurs dans leur ensemble à ceux de la loi actuelle, fr. 268 et 402.13.

Il importe cependant de remarquer, et cela résulte du tableau, annexe litt. B, que les augmentations annuelles dans ce projet, pour commencer même un an plus tard que dans les autres systèmes, sont très inférieures à celles du projet Dufrane et supérieures à celles de la loi en vigueur.

Ainsi, après 6 ans, pour une augmentation annuelle pour le Royaume :

loi de 1894, petit minimum, de	fr. 88.690,00,
Id. second minimum de	108.685,00,
projet Dufrane de	292.660,00,
l'augmentation, d'après le projet Heynen est :	
suivant le petit minimum de	fr. 199.950,00,
suivant le second de	227.250,00.

Après 12 ans pour une augmentation annuelle pour le Royaume :

loi de 1894, petit minimum, de	fr.	181.246,90,
Id. second id.		221.739,73,
projet Dufrane id.		623.461,20,
l'augmentation, d'après le projet Heynen, est :		
suivant le petit minimum, de	fr.	399.900,00,
suivant le second minimum de.		450.000,00.

Ces augmentations s'arrêtent à ces chiffres durant les années suivantes, tandis que dans les autres systèmes la progression continue en raison des augmentations périodiques constantes.

Le rapporteur de son côté proposa un autre barème et, s'inspirant des considérations relevées aux chapitres II et III ci-dessus, il chercha à les traduire dans les termes du projet de loi suivant :

ARTICLE PREMIER. — Par modification au paragraphe 2 de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894, revisant l'article 111 de la loi communale, le traitement minimum du secrétaire communal est fixé comme suit :

1° Communes de moins de 300 habitants.	fr.	250
2° Id. de 301 à 500 id.		350
3° Id. de 501 à 1,000 id.		450
4° Id. de 1,001 à 1,500 id.		550
5° Id. de 1,501 à 2,000 id.		700
6° Id. de 2,001 à 2,500 id.		900
7° Id. de 2,501 à 3,000 id.		1,100
8° Id. de 3,001 à 4,000 id.		1,300
9° Id. de 4,001 à 5,000 id.		1,500
10° Id. de 5,001 à 6,000 id.		1,700
11° Id. de 6,001 à 8,000 id.		1,900
12° Id. de 8,001 à 10,000 id.		2,100
13° Id. de 10,001 à 15,000 id.		2,400
14° Id. de 15,001 à 25,000 id.		3,000

Le paragraphe 3 de l'article unique de la même loi est supprimé.

Le paragraphe 6 de l'article unique de la même loi est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Tous les cinq ans, le secrétaire a droit à une augmentation de 10 p. c. sur le montant de son dernier traitement dans les communes rentrant dans les catégories de 1 à 6; à une augmentation de 8 p. c., dans les communes rentrant dans les catégories de 7 à 11; à une augmentation de 6 p. c., dans les communes rentrant dans les catégories de 12 à 14 et au delà. »

Cette augmentation sera supportée par l'État, à concurrence des sept dixièmes.

L'intervention de l'État cessera lorsque le traitement excédera de moitié le chiffre minimum de chacune des catégories reprises ci-dessus.

La disposition suivante est ajoutée au paragraphe 7 de l'article unique de la dite loi :

« Les décisions portant augmentation ou refus d'augmentation seront susceptibles de recours au Roi de la part du secrétaire, du conseil communal ou du gouverneur. Ce recours devra être introduit dans les quinze jours de la notification qui sera faite au conseil communal et à l'intéressé de la décision de la députation permanente. »

Le projet de M. Dufrane avait deux tendances également compromettantes au point de vue des finances communales : le relèvement des minima et celui des augmentations quinquennales.

Le projet de M. Delvaux cherche à réaliser ce que les auteurs du projet en discussion ont appelé le « complément rationnel de la loi du 3 juillet 1894. »

Il assure un traitement minimum intermédiaire entre les chiffres du barème de 1894 et ceux proposés par M. Dufrane ; il fait de même un barème moyen d'augmentations quinquennales consenties sur ces traitements en les fixant à 10 p. c., pour les communes des catégories 1 à 6 ; celles qui ont moins de 2,500 habitants ; à 8 p. c., pour celles des catégories 7 à 11, de 2,501 à 8,000 habitants et de 6 p. c., pour les trois autres, 8,001 à 28,000 habitants et plus. Après 31 ans, les traitements se trouvent augmentés de près de $\frac{4}{5}$, dans les catégories 1 à 6, pour tomber à près de $\frac{6}{10}$ dans les catégories 7 à 11 et à près de $\frac{9}{20}$ dans les catégories 12 à 14.

Ainsi que le renseigne le tableau annexes litt. B, les augmentations totales annuelles, après 5 ans, pour tout le Royaume, qui sont :

d'après la loi de 1894, petits minima, de fr.	88.690,00,
id., seconds minima	108.685,00,
d'après le projet Dufrane	292.660,00,
seraient, suivant le projet Delvaux	174.098,00.

Après 15 ans, dans le même ordre, les augmentations sont :

d'après la loi de 1894, petits minima, de fr.	279.537,54,
id., seconds minima	554.560,76.
d'après le projet Dufrane	1.003.992,94.
s'élèveraient, suivant le projet Delvaux à	571.273,53.

Et, après 30 ans, elles seraient, au lieu de :

loi de 1894, petits minima fr.	603.078.16,
id., seconds minima	739.182,97,
projet Dufrane	2.482.238.86,
projet Delvaux	1.311.378,69.

Nous avons dressé, pour les arrondissements de Neufchâteau, Maeseyck et Verviers, un tableau comparatif de l'application des barèmes des projets Dufrane et Delvaux, à la date du 1^{er} janvier 1903, sur le pied de la loi actuelle, c'est-à-dire en comprenant, à cette date, une période révolue d'augmentation et en supposant les projets appliqués aux secrétaires actuellement en fonctions.

Il résulte de la comparaison de ces tableaux que, dans ces arrondissements, les traitements seraient augmentés comme suit :

Arrondissements.	Nombre de communes.	Auteurs des projets.	Relèvement du traitement.		Augmentations périodiques.		Total des augmentations.	
			Fr.	C.	Fr.	C.	Fr.	C.
Neufchâteau. . .	74	Dufranc.	4,882	»	5,410	24	10,292	24
		Delvaux.	2,224	»	3,610	60	5,834	60
Maeseyck. . . .	36	Dufranc.	2,801	50	3,197	87	5,999	37
		Delvaux.	1,203	»	2,102	59	3,305	59
Verviers	59	Dufranc.	9,771	41	407	»	10,178	41
		Delvaux.	6,355	»	110	»	6,465	»

Si l'on compare le projet de M. Delvaux à celui de M. Heynen, on remarque, en recherchant la somme accumulée par l'addition des 31 annuités de secrétaires, reçues par ceux-ci ;

1° que : dans les communes de moins de 500 habitants, sous le projet Delvaux, le secrétaire aurait touché 10,087.59 francs ; dans le projet Heynen, 8,400 francs à 11,500 fr. ;

2° dans une commune de la 7^e catégorie, 2,501 à 3,000 habitants, un secrétaire aurait touché dans le projet Delvaux, fr. 42,092.93 ; dans le projet Heynen, 35,400 à 41,600 fr., moins donc que dans le projet Delvaux ;
3° dans une commune de la 11^e catégorie, 6,001 à 8,000 habitants, un secrétaire aurait touché, dans le projet Delvaux, fr. 72,706.36 et dans le projet Heynen 60,200 à 66,400 francs, tandis qu'au contraire, dans les communes de la 14^e catégorie, 15,001 à 25,000 habitants, le secrétaire aura touché, dans le système Delvaux, fr. 108,884.11 et dans le système Heynen, 99,500 francs à 119,500 francs.

Le projet Heynen avantage plutôt le traitement des secrétaires des grosses communes, préjudicé aux intérêts des secrétaires de celles de moyenne importance et est sensiblement égal au projet Delvaux, dans les petites communes.

Les arguments qui militent en faveur du projet de M. Henry Delvaux tirent leur origine de ce que ce projet relève spécialement les traitements des secrétaires des communes de petite et de moyenne importance, qu'il maintient les augmentations périodiques des traitements, et que cette graduation est, pour les fonctionnaires de tout ordre, un fait d'actualité, un stimulant entré dans les mœurs et réclamé dans les domaines où il n'est pas encore pratiqué ; que la vie administrative des secrétaires est limitée dans une période moyenne de 15 à 25 ans, que la participation éventuelle du Gouvernement dans les augmentations est moins onéreuse dans le projet Delvaux que dans le projet Dufranc et sensiblement la même, pendant les 15 à 20 premières années, que dans le projet Heynen.

La loi de 1894, soucieuse elle aussi, du maintien des finances communales, portait une disposition ainsi conçue :

« Toutefois, en ce qui concerne les communes des trois premières catégories,
 » le taux de ce tarif pourra être réduit par le conseil communal sous l'ap-
 » probation de la Députation permanente du conseil provincial, dans le cas
 » où la situation financière de la commune serait exceptionnellement pré-
 » caire. »

MM. Dufrane et consorts, comprenant sans doute que les meilleures règles doivent souffrir exception, avaient maintenu ce privilège accordé aux petites communes, sous le contrôle vigilant des Députations permanentes.

Ils pensaient sans doute qu'il était légitime de tenir compte de l'état de certaines d'entre elles, peu peuplées, telles que Hamme (223), Waerendonck (220), St-Jacques-Cappelle (217), Voelbeck (209), Gestel (206 h.), Werm (196), Waillet (190), Mettecoven (189), Paulaethem (181), Herten (181), Grand-Looz (175), Erquelmes (170), Lompret (168), Vresse (166), Membre (158), Cornimont (157), Vallereille-le-Sec (157), Verlée (157), Oeren (155), Cottecoven (155), Bellefontaine (153), Basheers (153), Vaulx (153), Fontenelle (150), Hersteppe (148), Wimmertingen (147), Ehein (140), Jamiolle (135), Omezée (134), Niverlée (134), Linchet (118), Mouzaive (115), Hendriecken (108), Marchipont (103) et Freloux (85) qui ne peuvent toutes s'imposer les sacrifices qu'assument la commune de Flône, dont la population n'est que de 208 habitants et où le secrétaire communal jouit d'un traitement annuel de 615 fr. et celle de Zoetenaye, qui ne compte que 28 habitants et dont le secrétaire touche un traitement de 330 fr.

Il faut aussi laisser place à ceux qui seraient disposés à prêter à la commune qu'ils habitent le concours presque désintéressé de leurs efforts et de leur intelligence. Pareil dévouement ne serait point sans exemple si nous croyons M. le Commissaire de l'arrondissement de Neufchâteau, qui s'en explique comme suit :

« Pour juger sainement de la situation faite aux secrétaires communaux
 » dans nos pauvres et peuplées communes luxembourgeoises, il ne suffit
 » pas de considérer isolément le chiffre de leur traitement.

« Il faut, au contraire, tenir compte des ressources qu'ils tiennent d'ailleurs,
 » des connaissances qu'on exige d'eux, de la somme de travail qu'on leur
 » impose, des facilités qu'on leur accorde pour s'en acquitter, et enfin, des
 » ressources de la commune.

« Il est bien évident que les secrétaires de Pussemange, de Mellier, de
 » Romagne et de Bagimont ne saurait vivre avec les 200 ou 300 francs
 » qu'ils touchent comme secrétaires; mais, quand j'aurai dit que ce sont
 » les plus riches propriétaires de leurs communes respectives, qu'ils ont en
 » vue de trouver dans ces fonctions une distraction plutôt qu'une ressource,
 » on aurait vraiment mauvaise grâce à s'apitoyer sur leur sort ».

La suppression de cette disposition fut néanmoins proposée par un membre de la section centrale, mais, elle ne fut pas accueillie.

CHAPITRE V.

DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT DANS LES TRAITEMENTS
DES SECRÉTAIRES COMMUNAUX.

Le projet soumis à la section centrale par son rapporteur introduit en la matière un principe nouveau : celui de l'intervention de l'État.

Si le secrétaire communal fut demeuré un fonctionnaire dont l'unique occupation consistait dans le travail qu'entraîne cette entité administrative, il ne fut venu à l'idée de personne de demander que l'État assume une part de la rémunération.

Le secrétaire nommé par la commune, travaillant pour la commune seule, devait, par celle-ci exclusivement, être rémunéré.

En est-il ainsi aujourd'hui ? Certes non !

Tandis que la loi de 1894 imposait aux communes une charge déterminée relative à son secrétaire, le pouvoir central, de plus en plus, chargeait ce fonctionnaire communal de nombreux travaux.

Dans beaucoup de localités, la besogne communale, en elle-même, est insignifiante au regard de celle qui vient de l'État.

Le secrétaire communal est devenu le commissaire général du gouvernement près des administrations communales, beaucoup plus que le fonctionnaire de celles-ci.

Nous ne pensons pas que les intéressés nous contrediront quand nous affirmerons que la plupart des secrétaires se contenteraient de leurs traitements actuels, s'ils n'avaient à s'occuper que des affaires communales.

Elle est très longue la liste des charges que l'État impose aux labeurs de ces fonctionnaires.

Citons notamment :

- 1° La milice nationale.
- 4° La revision des listes électorales.
- 3° Les élections législatives.
- 4° Les statistiques diverses.
- 5° La grande voirie.
- 6° Les pensions de vieillesse.
- 7° Les pièces à fournir pour le droit de licence.
- 8° Les renseignements pour décorations.
- 9° La vérification périodique des poids et mesures.
- 10° La formation des listes des Conseils de l'industrie et du travail.
- 11° La formation des listes des éligibles au Sénat.
- 12° La formation des listes des jurés.
- 13° La formation des listes des éligibles aux tribunaux de commerce et des Conseils de prud'hommes.
- 14° La rémunération des militaires.
- 15° Les engagements militaires.
- 16° Les enquêtes sur les usines, le travail du dimanche des femmes et des enfants, etc.

Un grand nombre d'avis recueillis dans les données fournies à la section centrale corrobore l'opinion qu'une forte partie du travail du secrétaire vient de l'État.

L'estimé gouverneur de la province d'Anvers exprime l'avis que cette quotité atteint à peu près la moitié. Il parle en ces termes :

» Bien qu'il soit pour ainsi dire impossible d'établir cette proportion, la
» Députation permanente croit, qu'en affirmant que la moitié du travail
» qu'il fournit lui est imposé par l'État, on approche de la vérité; tel est
» d'ailleurs l'avis de MM. les Commissaires d'arrondissement que j'ai
» consultés à ce sujet et qui, par suite de leurs rapports journaliers avec les
» administrations communales, peuvent, mieux que moi, juger la chose. »

Il en coûterait gros à l'État s'il devait rétribuer un fonctionnaire du pouvoir central dans toutes les communes du royaume, pour faire les travaux ci-dessus mentionnés.

La section centrale, approuvant ces observations, a admis l'intervention de l'État, dans les mesures très modestes, d'ailleurs, qui lui étaient proposées.

D'abord, l'État demeurerait étranger au traitement même du secrétaire communal.

Son intervention prendrait naissance après cinq ans de fonctions seulement, et elle ne s'appliquerait qu'aux augmentations quinquennales imposées aux communes.

A l'inverse de ce qui se passe dans d'autres pays, ce n'est point l'augmentation intégrale qui serait supportée par l'État, mais sept dixièmes de celle-ci, seulement.

La participation de l'État, apparaissant avec le caractère d'une légitime contribution dans le traitement du secrétaire, en raison du travail qu'il fournit au pouvoir central, le prorata de cette intervention devait demeurer en rapport avec le barème légal.

Le pouvoir central ne pouvait être entraîné à participer aux largesses que la commune jugeait devoir faire à son secrétaire.

C'est donc sur les chiffres légaux que les 7/10 doivent être calculés et avec cessation de l'intervention de l'État sur les émoluments excédant 150 p. c. du traitement initial du secrétaire.

Si nous cherchons à établir ce que cette intervention de l'État lui coûterait, nous ne pouvons atteindre qu'une solution approximative.

Pour chiffrer de manière précise et formelle, il faudrait additionner les traitements des 2,616 secrétaires communaux du Royaume, en tenant compte, pour chacun d'eux, du nombre des années de service et du prorata des augmentations quinquennales qui leur est alloué.

Nous avons dû procéder par voie hypothétique, en supposant tous les secrétaires entrés en fonctions à la même date et obtenant simultanément les augmentations légales.

Afin de serrer la réalité d'aussi près que possible, nous avons successive-

ment posé diverses moyennes de longueur de service et nous obtenons les résultats que voici :

Tableau de la participation de l'État dans les augmentations annuelles calculées pour une moyenne de durée de fonctions de 15, 20 et 25 années, dans les projets de MM. Delvaux et Heynen.

PROJETS.	De 5 à 6 ans.	De 6 à 7 ans.	De 10 à 11 ans.	De 12 à 13 ans.	Total pour 15 ans.	Soit 4/15.	De 15 à 16 ans.	Total pour 15 ans.	Soit 4/15.	De 20 à 21 ans.	Total pour 20 ans.	Soit 1/20.	Total pour 25 ans.	Soit 1/25.
Delvaux	174,098	174,098	364,443	364,443	1,968,819	151,063	571,273	2,692,707	179,514	796,963	5,549,074	277,453	9,533,891	381,355
Intervention : 7/10	121,868	121,868	255,110	255,110	1,374,673	105,744	399,891	1,884,893	125,689	557,874	3,884,351	194,217	6,673,723	266,948
Heynen	»	199,950	199,950	399,900	1,599,600	123,046	399,900	2,399,400	159,960	399,900	4,398,900	219,945	6,398,400	255,936
Intervention : 5/10	»	227,250	227,250	450,000	1,813,500	139,500	450,000	2,713,500	180,900	450,000	4,963,500	248,175	7,243,500	288,540
Intervention : 5/10	»	99,975	99,975	199,950	799,800	61,523	199,950	4,199,700	79,980	199,950	2,199,450	409,972	3,199,200	127,968
Intervention : 5/10	»	113,625	113,625	225,000	906,750	69,750	225,000	1,356,750	90,450	225,000	2,481,750	124,087	3,606,750	144,270

N. B. — Le présent tableau a été dressé en prenant comme traitement initial de la 14^e catégorie, 3,500 francs, chiffre qui figurait d'abord au projet de M. Henry Delvaux. L'observation ayant été apportée en section centrale qu'il n'était point juste d'établir une autre base pour les traitements des secrétaires des communes de cette catégorie que pour ceux des treize autres, le chiffre primitif de 3,500 francs a été ramené à 3,000 francs dans le projet voté par la section centrale. Un certain nombre de passages du rapport doivent être lus en tenant compte de cette modification.

Dans l'éventualité où les secrétaires communaux du Royaume restent en fonctions treize ans en moyenne chacun, le total des augmentations calculées, auxquelles ils ont droit ensemble en vertu des minima légaux, est de 1.963.819 francs et les 7/10 qui devraient être supportés par l'État représentent 1,374,673 francs; cette somme, divisée par treize ans, donne une charge annuelle pour l'État de 105.744 francs.

Si, au contraire, nous attribuons aux secrétaires communaux une carrière moyenne de 15 ans, la charge moyenne de l'État, calculée comme ci-dessus, amènerait annuellement une dépense de 125,659 francs.

Enfin, en posant hypothétiquement que tous les secrétaires communaux restent en fonctions pendant 20 ans, ce qui paraît dépasser toute probabilité, l'État aurait à supporter de ce chef une dépense annuelle de 194,217 fr.

Sous la réserve formelle de ce que ces chiffres sont calculés sur le barème légal minimum et sur des hypothèses qu'il n'est pas en notre pouvoir de transformer en certitudes absolues, il semble que la charge de l'État n'est point trop forte en raison de l'intérêt général à atteindre.

Cette participation de l'État dans les augmentations quinquennales entraîne le droit pour les gouverneurs de faire recours contre les secrétaires qui se seraient mis dans le cas, très rare d'ailleurs, de ne point mériter l'augmentation que la loi leur accorde.

CHAPITRE VI.

LES VOTES.

Le projet de MM. Dufrane et consorts avait reçu, dans les sections, l'accueil suivant :

1 ^{re} section.	. . .	4 oui.	
2 ^e	» . . .	2 oui.	
3 ^e	» . . .	3 oui.	6 abstentions.
4 ^e	» . . .	5 oui.	1 »
5 ^e	» . . .	3 oui.	» »
6 ^e	» . . .	»	4 »
		15 oui.	11 abstentions.

Il a été rejeté, en section centrale, par 6 non et 1 abstention.

Le barème proposé par M. Henry Delvaux, pour le minimum de traitement et les augmentations quinquennales, a été mis aux voix avant celui de M. Heynen et adopté par 4 oui, 1 non et 2 abstentions.

Le principe de l'intervention de l'État dans les augmentations périodiques, à concurrence des sept dixièmes du montant de celles-ci et sous la condition de cesser de croître quand le traitement atteint 150 p. c. du chiffre de traitement initial, a été voté par 5 oui et 1 abstention.

Il en est de même du droit de recours par le secrétaire communal et le

gouverneur en ce qui concerne la fixation, l'augmentation ou le refus d'augmentation du traitement du secrétaire communal.

Par 6 oui, la section centrale a décidé que la mise à exécution de la loi nouvelle devait respecter tous les droits acquis par les secrétaires communaux.

Enfin, par 4 voix contre 2, la section centrale a maintenu la prérogative édictée par la législation actuelle d'abaisser en dessous du minimum légal le traitement du secrétaire dans les communes où la députation permanente estime que cette mesure est justifiée.

MM. Dufrane et Maenhaut, au nom des auteurs du projet ont déclaré se rallier aux termes de la loi proposée par la section centrale et le rapport a été adopté à l'unanimité.

Le Rapporteur,

HENRY DELVAUX.

Le Président,

D^r W. HEYNEN.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

« Par modification au paragraphe 2 de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894, revisant l'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, le traitement minimum du secrétaire communal est fixé comme suit :

1° Communes de moins de 300 habitants	fr. 250
2° — 301 à 500 habitants	350
3° — 501 » 1,000	450
4° — 1,001 » 1,500	530
5° — 1,501 » 2,000	700
6° — 2,001 » 2,500	900
7° — 2,501 » 3,000	1,100
8° — 3,001 » 4,000	1,500
9° — 4,001 » 5,000	1,500
10° — 5,001 » 6,000	1,700
11° — 6,001 » 8,000	1,900
12° — 8,001 » 10,000	2,100
13° — 10,001 » 15,000	2,400
14° — 15,001 » 25,000	—
et au delà de	3,000

« Le paragraphe 3 de l'article unique de la même loi est supprimé.

» Le paragraphe 6 de l'article unique de la même loi est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes : Tous les 5 ans, le secrétaire a droit à une augmentation de 10 p. c. sur le montant de son dernier traitement, dans les communes rentrant dans les catégories de 1 à 6; à une augmentation de 8 p. c., dans les catégories de 7 à 11; à une augmentation de 6 p. c., dans les communes rentrant dans les catégories de 12 à 14 et au delà.

» Cette augmentation sera suppor-

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

« Bij wijziging van paragraaf 2 van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, houdende herziening van artikel 111 der wet van 30 Maart 1836, wordt de minimum-jaarwedde van den gemeentesecretaris vastgesteld als volgt :

1° Gemeenten van minder dan 300 inwoners	fr. 250
2° — 300 tot 500	350
3° — 501 » 1,000	450
4° — 1,001 » 1,500	530
5° — 1,501 » 2,000	700
6° — 2,001 » 2,500	900
7° — 2,501 » 3,000	1,100
8° — 3,001 » 4,000	1,500
9° — 4,001 » 5,000	1,500
10° — 5,001 » 6,000	1,700
11° — 6,001 » 8,000	1,900
12° — 8,001 » 10,000	2,100
13° — 10,001 » 15,000	2,400
14° — 15,001 » 25,000	—
en daar boven	3,000

» De 3^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt afgeschaft.

» De 6^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt ingetrokken en vervangen door de navolgende bepalingen : Om de vijf jaar, heeft de secretaris recht op eene verhooving van 10 t. h. op het bedrag zijner laatste jaarwedde, in de gemeenten begrepen in de klassen 1 tot 6; op eene verhooving van 8 t. h. in de gemeenten begrepen in de klassen 7 tot 11; op eene verhooving van 6 t. h. in de gemeenten begrepen in de klassen 12 tot 14 en daar boven.

» Deze verhooving komt ten laste

tée par l'État à concurrence de 7/10 (sept dixièmes) du barème légal.

» L'intervention de l'État cessera lorsque le traitement excédera de moitié le chiffre minimum de chacune des catégories reprises ci-dessus.

» La disposition suivante est ajoutée au paragraphe 7 de l'article unique de la dite loi : « les décisions portant fixation, augmentation ou refus d'augmentation du traitement seront susceptibles de recours au Roi, de la part du secrétaire communal, du conseil communal et du gouverneur ».

» Ce recours devra être introduit dans les quinze jours de la notification qui sera faite au conseil communal et à l'intéressé, de la décision de la Députation permanente.

» La présente loi sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1903. »

van den Staat tot een bedrag van 7/10 (zeven tienden) van de wettelijke schaal.

De tusschenkomst van den Staat houdt op wanneer de jaarwedde het laagste cijfer van elke der hoogerstaande klassen met de helft overschrijdt.

Aan het 7^{de} lid van het eenig artikel derzelfde wet wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

« De beslissingen omtrent vaststelling, verhooging of weigering van verhooging der jaarwedde, zijn vatbaar voor hooger beroep bij den Koning van wege den gemeentesecretaris, den gemeenteraad en den gouverneur.

» Dat beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening van de beslissing der bestendige Deputatie aan den gemeenteraad en aan den belanghebbende.

» Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1903. »

ANNEXES.

*Effets de l'application des quatre barèmes sur le chiffre du traitement (traitement
à la population des communes,*

Catégories.	Population.	TRAITEMENTS INITIALS.		Après 6 ans.		Après 12 ans.	
		a) Loi de 1894. b) Projet Dufrane. c) » Delvaux. d) » Heynen.		Traitement augmentation comprise.	Augmentation reprise ci-contre.	Traitement augmentation comprise.	Augmentation reprise ci-contre.
1 ^e	Moins de 300 h.	a) Loi de 1894 { 200 300	a) Loi de 1894 { 210 315	10 15	a) Loi de 1894 { 220 50 330 75	20 50 30 75	
		b) Dufrane . . 300	b) Dufrane . . 345	45	b) Dufrane . . 396 75	96 75	
		c) Delvaux . . 250	c) Delvaux . . 275	25	c) Delvaux . . 302 50	52 50	
		d) Heynen . . { 200 300	d) Heynen . . { 250 350	50 50	d) Heynen . . { 300 » 400 »	100 » 100 »	
2 ^e	301 à 500	a) Loi de 1894 { 300 400	a) Loi de 1894 { 315 420	15 20	a) Loi de 1894 { 330 75 441 00	30 75 41 »	
		b) Dufrane . . 400	b) Dufrane . . 460	60	b) Dufrane . . 529 »	129 »	
		c) Delvaux . . 350	c) Delvaux . . 385	35	c) Delvaux . . 423 50	73 50	
		d) Heynen . . { 300 400	d) Heynen . . { 350 450	50 50	d) Heynen . . { 400 » 500 »	100 » 100 »	
3 ^e	501 à 1,000	a) Loi de 1894 { 400 500	a) Loi de 1894 { 420 525	20 25	a) Loi de 1894 { 441 » 551 25	41 » 51 25	
		b) Dufrane . . 500	b) Dufrane . . 575	75	b) Dufrane . . 661 25	161 25	
		c) Delvaux . . 450	c) Delvaux . . 495	45	c) Delvaux . . 544 50	94 50	
		d) Heynen . . { 400 500	d) Heynen . . { 450 550	50 50	d) Heynen . . { 500 » 600 »	100 » 100 »	
4 ^e	1,001 à 1,500	a) Loi de 1894 { 500 600	a) Loi de 1894 { 525 630	25 30	a) Loi de 1894 { 551 25 661 50	51 25 61 50	
		b) Dufrane . . 600	b) Dufrane . . 690	90	b) Dufrane . . 793 50	193 50	
		c) Delvaux . . 550	c) Delvaux . . 605	55	c) Delvaux . . 665 50	115 50	
		d) Heynen . . { 500 600	d) Heynen . . { 550 700	50 100	d) Heynen . . { 600 » 800 »	100 » 200 »	
5 ^e	1,501 à 2,000	a) Loi de 1894 { 600 800	a) Loi de 1894 { 630 840	30 40	a) Loi de 1894 { 661 50 880 »	61 50 80 »	
		b) Dufrane . . 800	b) Dufrane . . 920	120	b) Dufrane . . 1,058 »	258 »	
		c) Delvaux . . 700	c) Delvaux . . 770	70	c) Delvaux . . 847 »	147 »	
		d) Heynen . . { 600 800	d) Heynen . . { 700 900	100 100	d) Heynen . . { 800 » 1,000 »	200 » 200 »	
6 ^e	2,001 à 2,500	a) Loi de 1894 { 800 1,000	a) Loi de 1894 { 840 1,050	40 50	a) Loi de 1894 { 880 » 1,100 25	80 » 100 25	
		b) Dufrane . . 1,000	b) Dufrane . . 1,150	150	b) Dufrane . . 1,322 50	322 50	
		c) Delvaux . . 900	c) Delvaux . . 990	90	c) Delvaux . . 1,089 »	189 »	
		d) Heynen . . { 800 1,000	d) Heynen . . { 900 1,100	100 100	d) Heynen . . { 1,000 » 1,200 »	200 » 200 »	
7 ^e	2,501 à 3,000	a) Loi de 1894 { 1,000 1,200	a) Loi de 1894 { 1,050 1,260	50 60	a) Loi de 1894 { 1,100 25 1,323 »	100 25 123 »	
		b) Dufrane . . 1,200	b) Dufrane . . 1,350	150	b) Dufrane . . 1,518 75	318 75	
		c) Delvaux . . 1,100	c) Delvaux . . 1,188	88	c) Delvaux . . 1,283 04	183 04	
		d) Heynen . . { 1,000 1,200	d) Heynen . . { 1,100 1,300	100 100	d) Heynen . . { 1,200 » 1,400 »	200 » 200 »	

LITT. A.

légat minimum) d'un secrétaire dans chacune des catégories correspondant après 6, 12, 20 et 31 ans.

Après 20 ans.			Après 31 ans.			OBSERVATIONS.
Traitement augmentation comprise.		Augmentation reprise ci-contre.	Traitement augmentation comprise		Augmentation reprise ci-contre.	
a) Loi de 1894 . . .	243 09	43 09	a) Loi de 1894 . . .	268 »	68 »	
	364 75	64 75		402 13	102 13	
b) Dufrane . . .	524 70	224 70	b) Dufrane . . .	693 91	393 91	
c) Delvaux . . .	366 02	116 02	c) Delvaux . . .	442 89	192 89	
d) Heynen . . .	300 »	100 »	d) Heynen . . .	300 »	100 »	
	400 »	100 »		400 »	100 »	
a) Loi de 1894 . . .	364 75	64 75	a) Loi de 1894 . . .	402 13	102 13	
	486 15	86 15		536 06	136 06	
b) Dufrane . . .	699 60	299 60	b) Dufrane . . .	925 22	525 22	
c) Delvaux . . .	512 43	162 43	c) Delvaux . . .	620 04	270 04	
d) Heynen . . .	400 »	100 »	d) Heynen . . .	400 »	100 »	
	500 »	100 »		500 »	100 »	
a) Loi de 1894 . . .	486 15	86 15	a) Loi de 1894 . . .	536 06	136 06	
	607 79	107 79		670 08	170 08	
b) Dufrane . . .	874 50	374 50	b) Dufrane . . .	1,156 52	656 52	
c) Delvaux . . .	658 84	208 84	c) Delvaux . . .	797 20	347 20	
d) Heynen . . .	500 »	100 »	d) Heynen . . .	500 »	100 »	
	600 »	100 »		600 »	100 »	
a) Loi de 1894 . . .	607 79	107 79	a) Loi de 1894 . . .	670 08	170 08	
	730 03	130 03		804 85	204 85	
b) Dufrane . . .	1,049 40	449 40	b) Dufrane . . .	1,387 83	787 83	
c) Delvaux . . .	805 25	255 25	c) Delvaux . . .	974 35	424 35	
d) Heynen . . .	600 »	100 »	d) Heynen . . .	600 »	100 »	
	800 »	200 »		800 »	200 »	
a) Loi de 1894 . . .	730 03	130 03	a) Loi de 1894 . . .	804 85	204 85	
	972 40	172 40		1,072 07	272 07	
b) Dufrane . . .	1,399 20	599 20	b) Dufrane . . .	1,850 44	1,050 44	
c) Delvaux . . .	1,024 87	324 87	c) Delvaux . . .	1,240 09	540 09	
d) Heynen . . .	800 »	200 »	d) Heynen . . .	800 »	200 »	
	1,000 »	200 »		1,000 »	200 »	
a) Loi de 1894 . . .	972 40	172 40	a) Loi de 1894 . . .	1,072 07	272 07	
	1,212 92	212 92		1,337 23	337 23	
b) Dufrane . . .	1,749 »	749 »	b) Dufrane . . .	2,313 05	1,313 05	
c) Delvaux . . .	1,317 69	417 69	c) Delvaux . . .	1,594 80	694 80	
d) Heynen . . .	1,000 »	200 »	d) Heynen . . .	1,000 »	200 »	
	1,200 »	200 »		1,200 »	200 »	
a) Loi de 1894 . . .	1,212 92	212 92	a) Loi de 1894 . . .	1,337 23	337 23	
	1,458 60	258 60		1,608 10	408 10	
b) Dufrane . . .	1,922 16	722 16	b) Dufrane . . .	2,432 74	1,232 74	
c) Delvaux . . .	1,496 53	396 53	c) Delvaux . . .	1,745 35	645 35	
d) Heynen . . .	1,200 »	200 »	d) Heynen . . .	1,900 »	200 »	
	1,400 »	200 »		1,400 »	200 »	

Catégories.	Population	TRAITEMENTS INITIAUX		Après 6 ans.		Après 12 ans.	
				Traitement	Augmentation reprise ci-contre.	Traitement	Augmentation reprise ci-contre.
		a) Loi de 1894. b) Projet Dufrane. c) » Delvaux. d) » Heynen.	augmentation comprise.	augmentation comprise.			
8 ^e	3,001	a) Loi de 1894 { 1,200 1,400	a) Loi de 1894 { 1,260 1,470	60 70	a) Loi de 1894 { 1,323 » 1,543 50	123 » 143 26	
	à 4,000	b) Dufrane . . 1,400 c) Delvaux . . 1,300 d) Heynen . . { 1,200 1,400	b) Dufrane . . 1,575 c) Delvaux . . 1,404 d) Heynen . . { 1,300 1,500	175 104 100	b) Dufrane . . 1,771 88 c) Delvaux . . 1,516 32 d) Heynen . . { 1,400 » 1,600 »	371 88 216 32 200 » 200 »	
9 ^e	4,001	a) Loi de 1894 { 1,400 1,600	a) Loi de 1894 { 1,470 1,680	70 80	a) Loi de 1894 { 1,543 50 1,764 »	143 50 164 »	
	à 5,000	b) Dufrane . . 1,600 c) Delvaux . . 1,500 d) Heynen . . { 1,400 1,600	b) Dufrane . . 1,800 c) Delvaux . . 1,620 d) Heynen . . { 1,500 1,700	200 120 100	b) Dufrane . . 2,025 » c) Delvaux . . 1,749 60 d) Heynen . . { 1,600 » 1,800 »	425 » 249 60 200 » 200 »	
10 ^e	5,001	a) Loi de 1894 { 1,600 1,800	a) Loi de 1894 { 1,680 1,890	80 90	a) Loi de 1894 { 1,764 » 1,984 50	164 » 184 50	
	à 6,000	b) Dufrane . . 1,800 c) Delvaux . . 1,700 d) Heynen . . { 1,600 1,800	b) Dufrane . . 2,025 c) Delvaux . . 1,836 d) Heynen . . { 1,700 1,900	225 136 100	b) Dufrane . . 2,278 12 c) Delvaux . . 1,982 88 d) Heynen . . { 1,800 » 2,000 »	478 12 282 88 200 » 200 »	
11 ^e	6,001	a) Loi de 1894 { 1,800 2,000	a) Loi de 1894 { 1,890 2,100	90 100	a) Loi de 1894 { 1,984 50 2,205 »	184 50 205 »	
	à 8,000	b) Dufrane . . 2,000 c) Delvaux . . 1,900 d) Heynen . . { 1,800 2,000	b) Dufrane . . 2,250 c) Delvaux . . 2,052 d) Heynen . . { 1,900 2,100	250 152 100	b) Dufrane . . 2,531 25 c) Delvaux . . 2,216 16 d) Heynen . . { 2,000 » 2,200 »	531 25 316 16 200 » 200 »	
12 ^e	8,001	a) Loi de 1894 { 2,000 2,200	a) Loi de 1894 { 2,100 2,310	100 110	a) Loi de 1894 { 2,205 » 2,425 50	205 » 225 50	
	à 10,000	b) Dufrane . . 2,200 c) Delvaux . . 2,100 d) Heynen . . { 2,000 2,200	b) Dufrane . . 2,420 c) Delvaux . . 2,226 d) Heynen . . { 2,100 2,330	220 136 100	b) Dufrane . . 2,662 » c) Delvaux . . 2,359 56 d) Heynen . . { 2,200 » 2,500 »	462 » 259 56 200 » 300 »	
13 ^e	10,001	a) Loi de 1894 { 2,200 2,500	a) Loi de 1894 { 2,310 2,625	110 125	a) Loi de 1894 { 2,425 50 2,756 25	225 50 256 25	
	à 15,000	b) Dufrane . . 2,500 c) Delvaux . . 2,400 d) Heynen . . { 2,200 2,500	b) Dufrane . . 2,750 c) Delvaux . . 2,544 d) Heynen . . { 2,350 3,000	250 144 500	b) Dufrane . . 3,025 » c) Delvaux . . 2,696 64 d) Heynen . . { 2,500 » 3,500 »	525 » 296 64 300 » 1000 »	
14 ^e	15,001	a) Loi de 1894 { 2,500 3,500	a) Loi de 1894 { 2,625 3,675	125 175	a) Loi de 1894 { 2,756 25 3,858 75	256 25 358 75	
	à 25,000	b) Dufrane . . 3,500 c) Delvaux . . 3,000 d) Heynen . . { 2,500 3,500	b) Dufrane . . 3,850 c) Delvaux . . 3,480 d) Heynen . . { 3,000 3,750	350 180 250	b) Dufrane . . 4,235 » c) Delvaux . . 3,370 80 d) Heynen . . { 3,500 » 4,000 »	735 » 370 80 1,000 » 500 »	

Après 20 ans.		Après 31 ans.		OBSERVATIONS.
Traitement augmentation comprise.	Augmentation reprise ci-contre.	Traitement augmentation comprise.	Augmentation reprise ci-contre.	
a) Loi de 1894 . . . { 1,458 60 1,701 70	258 60 301 70	a) Loi de 1894 . . . { 1,608 10 1,875 11	408 10 475 11	
b) Dufrane . . . 2,242 54	842 54	b) Dufrane . . . 2,838 21	1,438 21	
c) Delvaux . . . 1,768 63	468 63	c) Delvaux . . . 2,062 93	762 93	
d) Heynen . . . { 1,400 » 1,600 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 1,400 » 1,600 »	200 » 200 »	
a) Loi de 1894 . . . { 1,701 70 1,944 81	301 70 344 81	a) Loi de 1894 . . . { 1,875 11 2,144 15	475 11 544 15	
b) Dufrane . . . 2,562 89	962 89	b) Dufrane . . . 3,243 65	1,643 65	
c) Delvaux . . . 2,040 73	540 73	c) Delvaux . . . 2,380 30	880 30	
d) Heynen . . . { 1,600 » 1,800 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 1,600 » 1,800 »	200 » 200 »	
a) Loi de 1894 . . . { 1,944 81 2,187 91	344 81 387 91	a) Loi de 1894 . . . { 2,144 15 2,412 16	544 15 612 16	
b) Dufrane . . . 2,883 25	1,083 25	b) Dufrane . . . 3,649 11	1,849 11	
c) Delvaux . . . 2,312 83	612 83	c) Delvaux . . . 2,697 68	997 68	
d) Heynen . . . { 1,800 » 2,000 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 1,800 » 2,000 »	200 » 200 »	
a) Loi de 1894 . . . { 2,187 91 2,431 01	387 91 431 01	a) Loi de 1894 . . . { 2,412 16 2,680 18	612 16 680 18	
b) Dufrane . . . 3,203 61	1,203 61	b) Dufrane . . . 4,054 56	2,054 56	
c) Delvaux . . . 2,581 93	684 93	c) Delvaux . . . 3,015 05	1,115 05	
d) Heynen . . . { 2,000 » 2,200 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 2,000 » 2,200 »	200 » 200 »	
a) Loi de 1894 . . . { 2,431 01 2,674 10	431 01 474 10	a) Loi de 1894 . . . { 2,680 18 2,948 29	680 18 748 29	
b) Dufrane . . . 3,221 02	1,021 02	b) Dufrane . . . 3,897 43	1,697 43	
c) Delvaux . . . 2,651 20	551 20	c) Delvaux . . . 2,978 89	878 89	
d) Heynen . . . { 2,200 » 2,500 »	200 » 300 »	d) Heynen . . . { 2,200 » 2,500 »	200 » 300 »	
a) Loi de 1894 . . . { 2,674 10 3,038 76	474 10 538 76	a) Loi de 1894 . . . { 2,948 29 3,349 22	748 29 849 22	
b) Dufrane . . . 3,660 25	1,160 25	b) Dufrane . . . 4,428 90	1,928 90	
c) Delvaux . . . 3,029 94	629 94	c) Delvaux . . . 3,404 44	1,004 44	
d) Heynen . . . { 2,500 » 3,500 »	300 » 1,000 »	d) Heynen . . . { 2,500 » 3,500 »	300 » 1,000 »	
a) Loi de 1894 . . . { 3,038 76 4,254 26	538 76 754 26	a) Loi de 1894 . . . { 3,349 22 4,690 31	849 22 1,190 31	
b) Dufrane . . . 5,124 35	1,624 35	b) Dufrane . . . 6,246 »	2,746 »	
c) Delvaux . . . 3,787 43	787 43	c) Delvaux . . . 4,014 68	1,014 68	
d) Heynen . . . { 3,500 » 4,000 »	1,000 » 500 »	d) Heynen . . . { 3,500 » 4,000 »	1,000 » 500 »	

*Chiffres comparatifs des augmentations périodiques totales annuelles pour le Royaume d'après la loi de 1894
et les trois projets en présence.*

Loi et projets.	De 5 à 6 ans.	De 6 à 7 ans.	De 10 à 11 ans.	De 12 à 13 ans.	De 15 à 16 ans.	De 20 à 21 ans.	De 25 à 26 ans.	De 30 à 31 ans.	Total pour 31 ans.	Moyenne pour 1 an 1/31.
Loi de 1894	a) 88,690 b) 108,685	88,690 108,685	181,246 90 221,759 75	181,246 90 221,759 75	279,537 54 354,560 76	382,478 69 468,375 02	589,794 50 601,449 85	603,078 16 739,482 97	7,710,290 81 9,508,434 87	248,719 306,714
Projet Dufrane	292,660	292,660	625,461 20	625,461 20	1,003,992 94	1,435,231 38	1,924,686 15	2,482,238 86	28,892,599 "	932,013
Projet Delvaux	174,098	174,098	364,443 40	364,443 40	571,273 53	796,963 39	1,043,062 16	1,341,378 69	16,060,581 "	518,083
Projet Heynen.	a) " b) "	199,950 227,250	199,950 " 227,250 "	399,900 " 450,000 "	399,900 " 450,000 "	399,900 " 450,000 "	399,900 " 450,000 "	399,900 " 450,000 "	8,797,800 " 9,943,500 "	283,800 319,790

N. B. Le présent tableau a été dressé en prenant comme traitement initial de la 14^e catégorie 3,500 francs, chiffre qui figurait d'abord au projet de M. Henry Delvaux. L'observation ayant été apportée en section centrale qu'il n'était point juste d'établir une autre base pour les traitements des secrétaires des communes de cette catégorie que pour ceux des 13 autres, le chiffre primitif de 3,500 francs a été ramené à 3,000 francs dans le projet voté par la section centrale. Divers passages du rapport doivent se lire sous la réserve de cette modification.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 27 APRIL 1904.

Wetsvoorstel tot wijziging van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, houdende herziening van artikel 111 der gemeentewet, en betreffende de jaarwedde der gemeentesecretarissen (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HENRY DELVAUX.

INHOUD :

HOOFDSTUK I — De wet van 1894 behoort te worden gewijzigd in een voor de gemeentesecretarissen gunstigen zin	1
HOOFDSTUK II. — De wet van 1894 behoort te worden gewijzigd in een voor de gemeenten gunstigen zin	5
HOOFDSTUK III. — Middelen om de gemeenten goede secretarissen te bezorgen.	5
HOOFDSTUK IV — De gemeente-financiën moeten worden ontzien.	8
HOOFDSTUK V. — Bijdrage van den Staat in de jaarwedde der gemeentesecretarissen	22
HOOFDSTUK VI — Stemming door de Middenafdeeling	25
Wetsvoorstel	27
Bijlagen	29

MIJNE HEEREN,

HOOFDSTUK I.

DE WET VAN 1894 BEHOORT TE WORDEN GEWIJZIGD IN EEN VOOR DE
GEMEENTESECRETARISSEN GUNSTIGEN ZIN.

Toen de wetgevende macht in 1894 tusschenbeide kwam om de jaarwedde der gemeentesecretarissen te bepalen, stelde zij een beginsel, waarvan de gevolgen niet konden uitblijven.

De zelfstandigheid der gemeente was voor haar geen voldoende bezwaar, en zij stapte daarover heen.

(1) Wetsvoorstel, n° 11 (zittingsjaar 1900-1901).

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer HEYNEN, bestond uit de heeren RENKIN, MALENPRÉ, BÉTHUNE, BERTRAND, LEFEBVRE en HENRY DELVAUX.

Is het waar dat de gemeentesecretarissen de wet van 1894 beschouwden als een vooruitgang, nooit kenden zij haar de verdienste toe de zaak voor goed te hebben opgelost.

Dooreen minimum van jaarwedde en vijfjarige verhoogingen op te leggen, wilde die wet de aandacht der gemeenteraden vestigen op de gewichtige rol, door den secretaris vervuld, doch dit deed zij in eene te beperkte mate dan dat laatstgemelde zich tevreden zou verklaren. Anderzijds nam zij geene maatregelen die de gemeenten zouden in staat stellen deze ambtenaren aan te werven in de best mogelijke voorwaarden.

Dus werd de zaak slechts gedeeltelijk opgelost, zooals blijkt uit de beraadslagingen in den Senaat : nog was de wet niet goedgekeurd, of, volgens de bekentenis der heeren baron Surmont de Volsberghe, Dupont en baron d'Huart, zij werd reeds ontoereikend bevonden.

Men wilde er mede gedaan maken vóór den afloop van den zittijd, en dit alleen verhinderde dat de tekst der wet terug naar de Kamer werd verzonden.

Dus mag worden gezegd dat de aanhangige voorstellen wortel schieten in de voorbereidende werken voor de wet van 1894.

Zoo denken overigens de voorstellers van het ontwerp, wanneer zij zeggen :

« Het wetsontwerp van 1 Januari 1901 strekt om de wet van 3 Juli 1894 » redematig uit te leggen en logisch aan te vullen. »

De heeren gouverneurs, arrondissements-commissarissen en burgemeesters van enkele op zichzelf staande gemeenten hebben, met de welwillende tussenkomst van den heer Minister van Binnenlandse Zaken, aan de Middenafdeeling omstandige en gedachtenvolle verslagen geleverd, welker aandachtig onderzoek de verschillende zijden van het vraagstuk in een helder licht stelt.

Uit de raadpleging hunner ervaring in bestuurszaken blijkt het volgende:

Op de vraag of het laagste cijfer van het door de bestaande wet voorziene minimum dient te worden vervangen door het hoogste cijfer van dat minimum, werd ja geantwoord door drie bestendige deputatiën en negentien arrondissements-commissarissen, te weten : de bestendige deputatiën van Brabant, Luik en Limburg, en de arrondissements-commissarissen van Nijvel, Kortrijk, Veurne, Ieperen, Aalst, Oudenaarde, Gent, Eekloo, Sint-Nicolaas, Dendermonde, Aath. Doornik, Borchworm, Verviers, Luik, Tongeren, Has-selt, Neufchâteau en Bastenaken.

Zes bestendige deputatiën en vijf arrondissements-commissarissen waren er tegen : de deputatiën der provinciën Antwerpen, Oost-Vlaanderen, West-Vlaanderen, Henegouw, Luxemburg en Namen, en de arrondissements-commissarissen van Brussel, Leuven, Brugge, Thielt en Thuin.

De arrondissements-commissarissen van Charleroi, Bergen, Zinik, Philippeville en Namen drukken hun gevoelen niet uit.

Op de vraag of de vijfjarige verhoging moet worden gesteld op meer dan 5 t. h., wordt bevestigend geantwoord door de bestendige deputatiën der provinciën Henegouw, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Brabant, en door de arrondissements-commissarissen van Brussel, Leuven, Nijvel, Brugge,

Veurne, Thielt, Ieperen, Aath, Charleroi, Zinik, Borchworm, Verviers, Luik, Tongeren, Hasselt, Dinant en Philippeville, terwijl de vier bestendige deputatiën van Antwerpen, Limburg, Luxemburg en Namen, en de zeven arrondissements-commissarissen van Bergen, Thuin, Hoei, Aarlen, Marche, Neufchâteau en Bastenaken een ander gevoelen zijn toegedaan.

Over dat punt brachten de zeven arrondissements-commissarissen van Kortrijk, Aalst, Oudenaarde, Gent, Sint-Nicolaas, Dendermonde en Namen geen oordeel uit, evenmin als de bestendige deputatie van Luik, die echter voor verhooging der jaarwedden is.

Eindelijk, al de besturen van op zich zelf staande gemeenten waren voor de aanneming van het ontwerp Dufrane.

De ongunstige adviezen zijn voornamelijk hierop gesteund, dat vele gemeentesecretarissen benevens hun ambt nog andere betrekkingen waarnemen, bijvoorbeeld die van secretaris of ontvanger van weldadigheidsgezichten, van gemeenteonderwijzer, koster, organist, notarisklerk, enz.; dat zij andere beroepen uitoefenen, zooals dat van zaakwaarnemer, verzekeringsagent, handelaar in persoonlijken naam of door tussenpersoon, enz., en dat deze betrekkingen soms zeer winstgevend zijn, gezien den invloed der secretarissen ten gevolge van hun ambt.

Over 't geheel geven de talrijke stukken, ter beschikking van de Middelenafdeeling gesteld, een gunstigen indruk voor de verhooging van het minimum der jaarwedde van de gemeentesecretarissen en van het bedrag der geregelde verhoogingen.

Uit het belangwekkend verslag van den heer arrondissements-commissaris te Borchworm nemen wij deze regelen over :

« Meer dan ooit houd ik mij overtuigd dat de jaarwedde, aan de » gemeentesecretarissen verleend bij de wet van 1894, en namelijk voor de » acht eerste reeksen, volstrekt ontoereikend is.

» De vijfjarige verhooging van § t. h. komt ook geenszins overeen met de » gestadige toeneming van het zoo moeilijk werk, waarvan gansch de last » op de gemeentesecretarissen drukt.

» Want gelieft op te merken, dat in de doorgaans weinig bevolkte landelijke » gemeenten de gemeentebestuurders zich schier niet bekreunen om het » kantoorwerk, hetwelk zij overigens niet zelf kunnen verrichten.

» Het gemeentelijk werk valt volkomen op den secretaris, en daar een » groot gedeelte van dat werk thans dagelijks moet worden verricht, dient » deze ambtenaar zich bijna iederen dag der week ter beschikking van de » gemeente te houden. »

Het gewichtige van het ambt van gemeentesecretaris is niet te betwisten. Met reden zegde de heer De Reu, de uitstekende verslaggever der wet van 1894 :

« In meest alle gemeenten, rust het spoedig en regelmatig behandelen » der aan de gemeentebesturen toevertrouwde zaken schier uitsluitend op » den gemeentesecretaris. En deze besturen zijn niet enkel belast met de » belangen der gemeente, zij moeten ook bijdragen tot de uitvoering der » wetten en der verordeningen van algemeen en provinciaal bestuur; 't is

» door hunne bemiddeling dat het Staatsbestuur zijne werking op al de
» punten des lands uitoefent. »

Voor al op zichzelf staande gemeenten zijn goed in staat om het werk
dezer nuttige ambtenaren te waardeeren.

Eene harer, Laken, drukt zich daarover uit als volgt :

« Nog meer dan vroeger, is de medewerking der gemeentesecretarissen
» kostbaar geworden voor den goeden gang der gemeentezaken en de uit-
» voering van wetten en verordeningen.

» Met het bestaande kiesstelsel, verandert het kiezerskorps dikwerf,
» en nauwelijks hebben de leden van den raad eenige kennis van bestuurs-
» zaken verworven, of zij worden vervangen door andere leden, doorgaans
» weinig bekend met de aan hunne beraadslagingen onderworpen zaken.

» In vele gevallen zelfs, uit hoofde van politieke redenen, blijft de
» gemeente jarenlang zonder burgemeester en wordt zij bestuurd door een
» schep en, die luidop verklaart dat hij tegen het bestaande grondwettelijk
» stelsel is.

» Deze erge bezwaren worden uit den weg geruimd door de medewerking
» van een bekwaam en ijverig secretaris ; deze laat de gemeentezaken den
» geregelde gang gaan, die noodig is om het welzijn en den plaatselijken
» welstand te verzekeren en te handhaven.

» De kieswetten worden herhaaldelijk gewijzigd ; ieder oogenblik zijn er
» talrijke statistieken op te maken.

» Dat alles levert voor de gemeentesecretarissen een aanzienlijk werk op.

» Het vergt van hen de meest uiteenloopende bekendheid met bestuurs-
» recht, burgerlijk- en fiscaalrecht, staathuishoudkunde, financieuzen en
» boekhouding.

» De taak der secretarissen in kleine gemeenten, waar het verstandelijk
» peil der gemeenteraadsleden op verre na niet is gestegen, is zeer zwaar
» geworden en vereischt gestadige studiën. »

Dit gevoelen straalt door op talrijke plaatsen der door de Middenafdee-
ling onderzochte stukken, en bij schier de eenparigheid harer leden brengt
zij hulde aan de gewichtige medewerking van den secretaris voor het
beheer der zaken.

Onder al de sprongen, die de politiek de gemeenteraadsleden doet maken,
blijft de gemeentesecretaris als het verbindingssteekje tusschen hen ; hij
verpersoonlijkt de ziel der gemeente, door zijne gestadige tussenkomst,
de bestendigheid zijner opvattingen en pogingen, door den overwegenden
invloed welken hij uitoefent op de leiding der zaken en vaak zelfs op
de beslissingen welke de raad zal nemen.

De Middenafdeeling gaf aldus het gevoelen der Kamer weer, vermits zij,
naast denamen der heeren Dufrane en Ouverleau onder het wetsontwerp de
handteekeningen vond van baron Drion en den heer Maenhaut ter eenere,
van de heeren Vandervelde en Mansart ter andere.

Dus waren de verschillende groepen der Kamer het eens om aan het Par-
lement eene wijziging der wet van 1894 voor te stellen, ten voordeele der
gemeentesecretarissen.

HOOFDSTUK II.

DE WET VAN 1894 BEHOORT TE WORDEN GEWIJZIGD IN EEN VOOR DE GEMEENTEN GUNSTIGEN ZIN.

De wet van 1894 loste de zaak nog minder op ten voordeele der gemeenten.

Zij had weinig gedaan om deze te verzekeren van in de bekwaamheid en de verkleefdheid van den secretaris de vergoeding te vinden voor de opoffering welke zij ten voordeele van dezen laatste oplegde. Het ontwerp van de heeren Dufranc en medeleden schijnt zich daar evenmin over te bekommeren.

Wij hebben gedacht dat het onderzoek van dit punt de aandacht der Middenafdeeling verdiende.

In dit opzicht beschouwd, wordt de zaak omvangrijker en doet zij zich voor in haar wezenlijk daglicht.

Van 't oogenblik dat het er om te doen is eene betere werving der gemeentesecretarissen te verzekeren, de ijverigen en werkzamen aan te moedigen, den raad en de bestendige deputatie te wapenen tegen nalatigen, wijkt het aanhangig vraagstuk af van de ontelbare vragen, verzoeken, smeekschriften en ontwerpen, waarmede de beambten van ieder bestuur gestadig de hand uitreiken tot de openbare machten, vereenigingen en bladen stichtende, waarvan de voornaamste zooniet de eenige reden van bestaan is de uitdeelers der openbare penningen geregeld te bestormen ten voordeele van hunne persoonlijke kas.

Iedereen moet instemmen met eene hervorming die elke gemeente een verstandigen en werkzamen secretaris zou verschaffen, welke door vernuftigen arbeid een geregelde en goeden gang verzekert aan de hem toevertrouwde zaken.

HOOFDSTUK III.

MIDDELEN OM DE GEMEENTEN GOEDE SECRETARISSEN TE BEZORGEN.

De Middenafdeeling denkt dat men om dat doel te bereiken, den gemeentesecretaris een voldoende minimum van jaarwedde moet waarborgen.

Dit laatste is overal billijk, want hoe gering de gemeente ook zij, die hunne diensten inroept, toch moeten de secretarissen zekere kundigheden bezitten.

Trouwens, de wettelijke verplichtingen gelden voor al de gemeenten des rijks, al telt hare bevolking 300 of 5,000 ingezetenen.

Ongetwijfeld is er in kleine gemeenten minder werk dan in volkrijke centums, doch de vorm van den arbeid en dezels waarde zijn gelijk, de kundigheden en bekwaamheden moeten nagenoeg dezelfde zijn en er bestaat maar verschil voor de som van den arbeid.

Hetzij tal van gemeenteraden, in kleine gemeenten, moeielijk begrijpen dat iedere secretaris verplicht is eene bepaalde som bestuurskundigheden te bezitten, hetzij de geldelijke toestand haar niet veroorlooft de vergelding te regelen naar de bekwaamheid vereischt om het ambt behoorlijk te ver-

vullen, in België zijn er nog zekere gemeenten van dien omvang waar de jaarwedde ontoereikend is.

Hoe kan de gemeente een goeden secretaris hebben, zoo deze slechts eene bespottelijke jaarwedde geniet?

Hoe kan men van hem eischen dat hij zijn arbeid en zijn streven wijdt aan gemeentezaken, zoo de vergelding die hij trekt hem niet laat bestaan?

Hoe kan men verhinderen dat er soms zeer veelomvattend bijwerk wordt verricht door den secretaris, indien zijne jaarwedde niet voldoende is om zijn gezin op te voeden?

De Middenafdeeling was getroffen over deze bedenkingen en zij verklaarde zich voor verhooving van het minimum der jaarwedde.

Om aan de gemeenten goede secretarissen te bezorgen, moet men dezen niet alleen een voldoende minimum waarborgen, maar ook den ijver en de werkdadigheid dier ambtenaren aanmoedigen door geregelde verhoogingen, die hunnen toestand verbeteren : met de verhoogingen, door de wet van 1894 toegekend, kan men niet beweren dat doel te bereiken.

Trouwens, onder de bestaande wet, krijgt de secretaris eener gemeente van de eerste klasse, — min dan 300 inwoners, — wiens jaarwedde is bepaald op het laagste wettelijk minimum, na verloop van het vijfde jaar, eene jaarlijksche verhooving van 10 frank; na verloop van het tiende jaar, eene verhooving van fr. 20.50; na verloop van het vijftiende jaar, fr. 31.52; na 30 jaar goede diensten, slechts fr. 68.00.

Eveneens trekt de secretaris eener gemeente van de vierde klasse — 1,001 tot 1,500 inwoners — slechts eene jaarlijksche verhooving van 25 frank, na 5 jaar; van fr. 51.23, na tien jaar; van 78.81, na 15 jaar en van fr. 170.08 na 30 jaar.

In de achtste klasse — 3,001 tot 4,000 inwoners — heeft de secretaris recht op eene jaarlijksche verhooving van 60 frank, na 5 jaar; van 125 frank, na 10 jaar; van fr. 189.15, na 15 jaar en van fr. 408.10 na 30 jaar.

Het was niet voldoende in de wet cijfers van minimum-jaarwedde en van geregelde verhoogingen op te nemen, men moest ook den secretaris wapenen tegen den lijdelyken tegenstand of den kwaden wil van den gemeenteraad, door hem hooger beroep te verleen, in geval de gemeente hem eene billijke verhooving zou weigeren.

Deze verhooving moest ook een prikkel blijven; zij mag niet eenvoudig eene ouderdomsbelooning zijn, waar de nalatige secretaris in geen geval kan van beroofd worden.

Tegen een al te toegéevenden of te zwakken gemeenteraad, diende men de bestendige deputatie te wapenen.

« Iedereen weet, zegt de heer arrondissements-commissaris van Nijvel, dat » de gemeentesecretarissen; uit hoofde van hunne als 't ware onmogelijke » afstelling, een invloed op de gemeentebestuurders verkrijgen, die niet » is geëvenredigd aan den aard en het gewicht van hun ambt, en niet zelf » den verandert die invloed in een soort van beschermheerschappij. »

De heer arrondissements-commissaris van Brussel zegt insgelijks :

« Men weet niet genoeg wat er omgaat in onze landelijke gemeenten.

» Men weet niet dat hare gemeentesecretarissen eigenlijk onafzetbare ambtenaren zijn. Er bestaat schier geen voorbeeld van een afgestellten of eenvoudig in zijn ambt geschorsten secretaris.

» Overal en evenals in bijna ieder beroep zijn er soms uitmuntende, doch anderen zijn middelmatig of zelfs zeer slecht.

» Het college of de burgemeester stellen geen strengen maatregel aan den gemeenteraad voor, omdat zij de ongunst duchten, die zij zich daar door op den hals zouden halen.

» Evenmin willen zij zich den gemeentesecretaris tot vijand maken, omdat zij vreezen dat hij hunne verkiezing zou bestrijden. Eindelijk ware het hun uiterst onaangenaam zich een beslisten tegenstrever te verwekken in den engen kring van het dorpsleven.

« En de gemeenteraad, die geen begrip heeft van de behoeften des bestuurders, welwillend uit zijn aard en vooral een politiek lichaam, wil zich niet vereenigen met een strengen maatregel. »

Gezien dien soms overwegenden invloed van den secretaris op den raad, moet men vermijden dat, mocht soms een ambtenaar niet doordrongen zijn van plichtgevoel, hij het nutteloos kan achten zich veel moeite te geven, vermits hij in elk geval zeker is van eene verbetering zijns toestands, wat het al of niet moge kosten aan de door hem bediende schatplichtigen.

Dus is het billijk dat de bestendige deputatie in staat wordt gesteld om desnoods tusschenbeide te treden voor de verhoogingen op vaste tijdstippen.

Sommige leden der Middenafdeeling waren van oordeel dat een secretaris, die door ouderdom of gebrekkelikheden niet langer in staat zou zijn om de gemeente van nut te wezen, moet kunnen ontslagen worden.

De achtbare heer Heynen stelde dan ook het volgende amendement voor :

« De secretarissen worden op pensioen gesteld door den gemeenteraad, indien eene erge en bestendige gebrekkelijkheid hun niet langer veroorlooft hun ambt behoorlijk te vervullen, of wanneer zij den leeftijd van 70 jaar hebben bereikt. »

Dit amendement werd goedgekeurd met 5 stemmen en 1 onthouding.

Toch diende te worden onderzocht of deze bepaling kan overeenkomen met den tekst der wet van 1861, op het pensioen der gemeentesecretarissen.

Deze wet luidt aldus :

« Hebben recht op pensioen :

» 1^o De gemeentesecretarissen die 60 jaar oud zijn, 30 jaren dienst in die hoedanigheid tellen en al dien tijd hebben gestort in de pensioenkas;

» 2^o De gemeentesecretarissen, welke ook hun ouderdom zij, die gedurende ten minste tien jaar in de kas hebben gestort, zoo hunne plaats wordt afgeschapt of zij zich, ten gevolge van gebrekkelikheden, voorgoed in de onmogelijkheid bevinden om hun ambt te vervullen.

» De voorwaarde van 10 jaar wordt verminderd tot 5, indien de gebrekkelikheden, waarvan de secretaris is aangedaan, voortkomen uit de uitoefening van zijn ambt. »

Gezien deze teksten, bepaalt de Middenafdeeling er zich bij, enkel het gevoelen te uiten dat eene latere wijziging der wet van 1861, in den zin van

het amendement des achtbaren heer Heynen, voordeelig zou zijn voor de goede waarneming van de plichten der gemeentesecretarissen.

Overigens voorziet zij dat deze wet mogelijk zal moeten herzien worden ten gevolge van de nieuwe lasten welke de verhooging van de jaarwedde der gemeentesecretarissen aan dezer pensioenkas zou opleggen.

Er zijn reeds commissiën aangesteld en lange beraadslagingen vonden plaats tusschen actuarissen ter eenere en gemeentesecretarissen ter andere, zonder dat zij het eens konden worden over de waarde der grondslagen van de bestaande kas.

De eenen hebben voor zich de strengheid van den regel, het onwrikbare van de stelling; de anderen een bestaan van meer dan 40 jaar zonder wederwaardigheden, en een gestel, dat zij sterk genoeg achten om het nog lang vol te houden.

Het hoort niet tot onze taak het geschil op te lossen, doch dat de uitstekende actuarissen, die in deze zaak partij kozen, een alarmkreet slaken, moet volstaan opdat zij, die daarmede zijn belast, uitspraak doen tusschen beiden en, bij voorkomend geval, de door hen raadzaam geoordeelde maatregelen voorstellen.

HOOFDSTUK IV.

DE GEMEENTEFINANCIËN MOETEN WORDEN ONTZIEN.

Heeft de Wetgeving, uit hoofde van hooger belang, gedacht op de begrooting der gemeenten zekere uitgaven betreffende de jaarwedde der gemeentesecretarissen te mogen brengen, hoe welwillend deze Wetgeving ook moge wezen ten opzichte van die ambtenaren, toch mag zij het evenwicht der begrooting van de gemeenten niet in gevaar brengen.

Van dit denkbeeld uitgaande, stelde de Middenafdeeling eerst en vooral vast, dat de toestand der gemeentesecretarissen reeds aanzienlijk werd verbeterd sedert de wet van 3 Juli 1894 in werking trad.

Wij denken de waarheid dezer bewering niet beter te kunnen doen uitschijnen dan door de vergelijking van de gemiddelde jaarwedde der gemeentesecretarissen van gansch het land, ingedeeld bij provincie en bij drie en twintig reeksen van bevolking, op 31 December 1892 en op 31 December 1902.

*Gemiddelde jaarwedde, in 1892 en in 1902 toegekend aan de
gemeentesecretarissen des Rijks.*

Gemiddelde jaarwedde, in 1892 en in 1902

PROVINCIE.	GEMIDDELDE JAARWEDDE, TOEGEKEND AAN DE GEMEENTE-											
	Min dan 300 inw.	301 tot 500	501 tot 1,000	1,001 tot 1,500	1,501 tot 2,000	2,001 tot 2,500	2,501 tot 3,000	3,001 tot 4,000	4,001 tot 5,000	5,001 tot 6,000	6,001 tot 8,000	
	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	
Antwerpen.	1892	400	508	619	751	843	963 »	1,027 »	1,297 »	1,243	1,500	1,810 »
	1902	404	556	711	983	1,121	1,079.85	1,382.80	1,570.86	1,760	1,887	2,227.86
Brabant .	1892	301	340	444	585	800	931 »	1,104 »	1,356 »	1,739	2,092	2,478 »
	1902	327	388	541	702	888	1,071 »	1,202 »	1,475 »	1,922	1,862	2,679 »
West- Vlaanderen.	1892	302	429	605	702	872	925 »	1,093 »	1,300 »	1,277	1,433	1,633 »
	1902	322	405	594	767	895	1,092 »	1,210 »	1,504 »	1,585	1,945	1,926 »
Oost- Vlaanderen.	1892	240	295	417	553	669	797 »	969 »	1,125 »	1,242	1,466	1,623 »
	1902	259	365	477	625	767	983 »	1,135 »	1,357 »	1,576	1,836	2,003 »
Henegouw .	1892	318	334	539	678	1,011	1,278 »	1,455 »	1,600 »	1,738	2,125	2,070 »
	1902	347	417	647	796	1,096	1,329 »	1,900 »	1,753 »	2,216	2,064	2,524 »
Luik . . .	1892	204	259	431	617	801	970 »	1,136 »	1,412 »	1,900	2,300	2,366 »
	1902	278	368	533	730	1,049	1,082 »	1,539 »	1,463 »	2,199	2,206	2,387 »
Limburg .	1892	173	210	277	431	582	700 »	710 »	760 »	1,900	»	»
	1902	248	327	440	593	729	917 »	1,196 »	1,267 »	1,463	»	»
Luxemburg	1892	245	271	350	464	694	1,350 »	917 »	1,400 »	»	»	»
	1902	257	353	450	589	772	1,129 »	1,378 »	1,571 »	»	»	»
Namen. . .	1892	208	253	372	557	735	1,008 »	1,064 »	1,075 »	1,300	»	2,300 »
	1902	250	342	476	692	927	941 »	1,396 »	1,332 »	1,658	»	2,126 »
Het Rijk	1892	226	277	423	595	811	945 »	1,108 »	1,298 »	1,509	1,800	2,036 »
	1902	299	391	541	719	916	1,069 »	1,371 »	1,477 »	1,797	1,966	2,268 »

toegekend aan de gemeentesecretarissen des Rijks.

SECRETARISSEN IN 1892 EN IN 1902 IN GEMEENTEN MET :

8,001 tot 10,000	10,001 tot 15,000	15,001 tot 20,000	20,001 tot 25,000	25,001 tot 30,000	30,001 tot 35,000	35,001 tot 40,000	40,001 tot 45,000	45,001 tot 50,000	50,001 tot 75,000	75,001 tot 100,000	100,001 en meer.	Aanmerkingen.
12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	
2,100	2,600 »	2,845 »	2,800	5,000	»	»	»	»	4,800	»	»	
2,570	2,816 66	3,587 50	3,275	»	»	6,700	»	»	5,250	»	11,000	
2,000	3,275 »	3,300 »	6,000	6,000	4,500	»	5,500	»	9,000	»	»	
2,734	3,896 »	4,087 »	4,800	»	7,087	»	5,775	7,500	7,344	»	13,600	N. B. Voor het ar- rondissement Leu- ven is de bereke- ning gemaakt naar de jaarwedden in 1900.
2,400	2,250 »	3,400 »	3,000	5,000	»	»	»	»	»	»	»	
2,414	2,684 »	3,678 »	3,100	»	4,862	5,775	»	»	6,300	»	»	
2,037	2,476 »	2,883 »	»	3,850	»	»	»	»	»	»	»	
2,376	2,843 »	3,200 »	3,675	3,500	3,500	»	»	»	»	»	8,250	
2,662	3,000 »	3,000 »	4,867	5,500	5,000	»	»	»	»	»	»	
2,945	3,463 »	4,081 »	5,250	5,250	»	6,300	»	»	»	»	»	
2,500	2,925 »	»	»	»	4,000	»	»	7,000	»	»	»	
2,833	3,675 »	3,675 »	»	»	»	4,000	»	7,000	»	»	9,000	
2,200	2,857 »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
3,300	2,866 »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
4,500	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	4,725 »	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	
»	»	»	»	»	6,200	»	»	»	»	»	»	
2,516	2,827 »	3,050 »	4,400	4,886	4,500	»	5,500	7,000	6,900	»	»	
2,739	3,371 »	3,718 »	4,020	4,375	5,412	5,694	5,775	7,250	6,275	»	10,462	

Overloopt men deze tabel, dan ziet men dadelijk dat de jaarwedden der gemeentesecretarissen merkelyk werden verhoogd door het ten uitvoer leggen van de wet van 3 Juli 1894. Deze verhoogingen zouden steeds toenemen.

De gemeentefinanciën willende ontzien, heeft de Middenafdeeling in dat opzicht eerst en vooral het ontwerp van den achtbaren heer Dufrane onderzocht.

De vergelyking, door haar gemaakt tusschen de schaal van jaarwedden, door het achtbaar lid voorgesteld, en de bestaande wet, leidde haar tot de gevolgtrekkingen die zijn vermeld in de tabel (bijlagen, *littera A*). In deze tabel wordt aangeduid welke de financieele gevolgen van het ontwerp zouden zijn voor iedere reeks, waarin de gemeenten zijn gerangschikt naar hare bevolking, en 31 dienstjaren tot grondslag nemende.

Zooals blijkt uit deze tabel, zou een secretaris, die na 31 jaar dienst, volgens de thans bestaande wet, eene wat grootere verhooging dan $\frac{1}{3}$ van zijne jaarwedde geniet, $\frac{4}{3}$ van die jaarwedde hebben, in geval het ontwerp Dufrane werd toegepast, in gemeenten van 300 tot 2,500 inwoners.

In de gemeenten van de zevende tot de twaalfde klasse, van 2,501 tot 8,000 inwoners, blijft onder de bestaande wet de verhooging van een derde behouden, doch overtreft $\frac{2}{3}$ volgens het ontwerp Dufrane, om lichtelyk beneden dat cijfer te dalen in gemeenten van de twaalfde tot de veertiende klasse, te weten die met 8,001 tot 25,000 inwoners.

De tabel der geregelde totale en jaarlijksche verhoogingen voor gansch het rijk (bijlagen, *littera B*), is in dat opzicht uit erstwelsprekend : terwijl onder de bestaande wet, ondersteld dat de jaarwedde der secretarissen in gansch het rijk is bepaald op het minimum der wet, de verhooging, na 5 jaar, bedraagt :

met het kleinste minimum fr.	88.690 ;
— tweede — »	108.685 ;
— ontwerp Dufrane »	292.660.

Na 15 jaar, bedraagt die verhooging, volgens de bestaande wet :

met het kleinste minimum fr.	279.537,54 ;
— tweede — »	354.560,76 ;
en met het ontwerp Dufrane bereikt zij »	1.003.992,94 ;
En, na 30 jaar, met het klein minimum in plaats van . . . »	603.078,16 ;
en volgens het tweede »	739.182,97 ;
bedraagt zij in het ontwerp Dufrane »	2.482.238,86.

Een ander feit maakte indruk op de Middenafdeeling, namelijk dat, volgens het ontwerp Dufrane, 1,143 gemeenten op 2,616 tot hiertoe niet hare plichten ten opzichte der gemeentesecretarissen zouden vervuld hebben ; 1,143 zouden de jaarwedden moeten verhoogden ; de secretarissen van 173 gemeenten genieten eene jaarwedde gelijk aan het minimum Dufrane ; die der 1,300 andere hebben hoogere jaarwedden dan dit minimum ; hier volgen zij, naar provinciën gerangschikt :

Tabel der gemeenten waar de jaarwedde van den secretaris hooger, gelijk aan of lager is dan het minimum volgens het ontwerp van den heer Dufrane (cijfers getrokken uit de oorkonden, ter beschikking van de Middenafdeling gesteld). (Ontwerp van den heer Dufrane.)

PROVINCIE	ARRONDISSEMENT	Getal gemeenten.	JAARWEDDE.			Aanmerkingen.
			beneden het minimum.	minimum.	boven.	
Antwerpen . . .	Antwerpen . . .	60	41	1	48	169 gemeenten volgens de jaarwedde opgegeven voor 1901 en 79 volgens de jaarwedde voor 1901.
	Mechelen . . .	40	49	2	49	
	Turnhout . . .	52	9	8	35	
		152	39	11	102	
Brabant	Brussel	123	50	6	67	
	Leuven	113	53	9	51	
	Nijvel	108	23	5	80	
		344	126	20	198	
West-Vlaanderen.	Brugge	40	10	4	26	
	Kortrijk	46	24	3	19	
	Diksmuide . . .	26	8	4	14	
	Veurne	28	6	3	19	
	Oostende	27	4	2	21	
	Roeselare . . .	20	13	»	7	
	Thielt	19	7	2	10	
	Ieperen	42	11	3	28	
		248	83	21	144	
Oost-Vlaanderen .	Aalst	81	53	4	24	
	Oudenaarde . .	60	35	4	21	
	Eekloo	18	7	2	9	
	Gent	81	42	4	35	
	Sint-Nicolaas .	30	15	»	15	
	Dendermonde	28	13	2	13	
		298	165	16	117	

PROVINCIE	ARRONDISSEMENT	Getal. gemeenten.	JAARWEDDE			Aanmerkingen.
			beneden het minimum.	minimum.	boven	
Henegouw . . .	Aath	64	9	2	53	
	Charleroi . . .	73	15	1	57	
	Bergen	81	14	7	60	
	Zinik	53	10	2	41	
	Thuin	82	15	4	63	
	Doornik	88	28	3	57	
		441	91	19	331	
Luik	Hoel	81	27	10	44	
	Luik	114	25	7	82	
	Verviers	59	13	3	43	
	Borchworm . . .	88	46	11	31	
		342	111	31	200	
Limburg	Hasselt	68	43	5	20	
	Maaseik	36	27	2	7	
	Tongeren	102	82	8	12	
		206	152	15	39	
Luxemburg . . .	Aarlen	21	14	»	7	
	Bastenaken . . .	33	20	2	11	
	Marche	53	38	5	10	
	Neufchâteau . .	73	46	4	23	
	Virton	44	28	2	14	
		224	146	13	65	
Namen	Dinant	140	107	5	28	
	Namen	134	74	19	41	
	Philippeville . .	87	49	3	35	
		361	230	27	104	
Algemeene opsom- ming	Antwerpen . . .	152	39	11	102	
	Brabant	344	126	20	198	
	West-Vlaanderen	248	83	21	144	
	Oost-Vlaanderen	298	165	16	117	
	Henegouw	441	91	19	331	
	Luik	342	111	31	200	
	Limburg	206	152	15	39	
	Luxemburg	224	146	13	65	
	Namen	361	230	27	104	
	Te zamen	2,616	1,143	173	1,300	

De tot hare beschikking gestelde tabellen vergelijkende, bevond de Middenafdeeling dat er na een en dertig jaar, voor al de gemeenten des Rijks, aan jaarwedden en verhoogingen zou zijn betaald :

volgens de bestaande wet	{	a) fr. 62.699.124,14
		b) fr. 76.833.870,72
volgens het ontwerp Dufrane,		fr. 93.273.719,80
dus een verschil meer van	{	a) fr. 32.574.595,66
		b) fr. 18.439.849,08

De voorstellers van het wetsontwerp hadden waarschijnlijk de geldelijke gevolgen van hun welwillend initiatief niet berekend ; overigens hebben zij het zonder aarzelen erkend.

Hadde de Middenafdeeling er mede ingestemd, dit ware niet genoeg geweest om den last, die de gemeenten zou treffen, aan de aandacht der Kamer te onttrekken, en deze hadde de Middenafdeeling niet nagevolgd.

Overigens verwierp zij de schaal der jaarwedden van den heer Dufrane met 5 stemmen tegen 1 en 1 onthouding, al hare leden aanwezig zijnde.

Evenwel kwamen de bedenkingen, ontstaan door het ontwerp Dufrane, met dit laatste niet te vervallen. Twee leden der Middenafdeeling, de heeren Heynen en Henri Delvaux, namen op hunne beurt de zaak der gemeente-secretarissen in handen en waren van oordeel dat de Middenafdeeling niet diende uiteen te gaan na het afstemmen van het ontwerp der heeren Dufrane en medeleden. Beiden boden de Middenafdeeling tegenvoorstellen aan, met uiteenlopende strekking.

De heer Heynen stelde eene schaal van jaarwedden voor, op de volgende grondslagen :

KLASSE	GEMEENTEN — GETAL INWONERS.	JAAR WEDDE		
		BIJ DEN AANVANG	NA 6 JAAR.	NA 12 JAAR.
1 ^e	Min den 300 inw.	200 tot 300	250 tot 350	300 tot 400
2 ^e	301 tot 500	300 » 400	350 » 450	400 » 500
3 ^e	501 » 1,000	400 » 500	450 » 550	500 » 600
4 ^e	1,001 » 1,500	500 » 600	550 » 700	600 » 800
5 ^e	1,501 » 2,000	600 » 800	700 » 900	800 » 1,000
6 ^e	2,001 » 2,500	800 » 1,000	900 » 1,100	1,000 » 1,200
7 ^e	2,501 » 3,000	1,000 » 1,200	1,100 » 1,300	1,200 » 1,400
8 ^e	3,001 » 4,000	1,200 » 1,400	1,300 » 1,500	1,400 » 1,600
9 ^e	4,001 » 5,000	1,400 » 1,600	1,500 » 1,700	1,600 » 1,800
10 ^e	5,001 » 6,000	1,600 » 1,800	1,700 » 1,900	1,800 » 2,000
11 ^e	6,001 » 8,000	1,800 » 2,000	1,900 » 2,100	2,000 » 2,200
12 ^e	8,001 » 10,000	2,000 » 2,200	2,100 » 2,350	2,200 » 2,500
13 ^e	10,001 » 15,000	2,200 » 2,500	2,350 » 3,000	2,500 » 3,500
14 ^e	15,001 » 25,000	2,500 » 3,500	3,000 » 3,750	3,500 » 4,000

Onze geachte Ondervoorzitter steunt zijn voorstel op de volgende redenen:

» De wet van 3 Juli 1893, evenals de voorstellen der heeren Dufrane en Delvaux, bepalen eene verplichte vijfjarige verhooging, met onbegrensde verhooging; wij verkiezen eene schaal volgens welke er eene minimum-, medium- en maximumjaarwedde is. Wij nemen niet aan dat de jaarwedde van een ambtenaar op den avond des levens wordt verhoogd; dergelijke maatregel beantwoordt niet aan grootere diensten en levert dit bezwaar op, dat hij den ambtenaar aanzet om langer in dienst te blijven dan zijne krachten het hem veroorloven. Hij zal trachten het maximum zijner jaarwedde te genieten en het daaraan verbonden hooger pensioen, eerst en vooral voor zich, en, komt hij te sterven, voor zijne weduwe.

» Naar mijn oordeel, heeft de secretaris recht op het maximum, wanneer hij zeker getal dienstjaren heeft bereikt, in de volle kracht zijns levens is, al zijne vermogens bezit en de zwaarste familielasten heeft.

» De aanvangsjaarwedde verhoogden door herhaalde uitgaven, stoort vaak den grondslag van den geldelijken toestand onzer kleine gemeenten. Vervolgens moet het aan de besturen vrijstaan reeds in 't begin het maximum, medium of minimum der jaarwedde te verleenen. Soms zal het haar behagen het bijden aanvang toe te staan, zoo zij de hand leggen op een zeer bekwaam man, doch dan zal het dezen kwalijk passen later om verhooging te vragen. De vrijheid van overeenkomst moet bestaan, voor zooveel de ambtenaar geene schade lijdt. En blijkbaar doet hij het niet, wanneer de hoogste jaarwedde vroeger wordt verleend dan de wet beveelt.

» Ik heb de thans bestaande cijfers gehandhaafd, om de vrijheid der gemeenten, voor het bepalen van de jaarwedde harer beambten, niet volkomen weg te nemen.

» Ik neem een gemiddelden duur van 30 jaar aan, dus zes vijfjarige tijdvakken, gedurende welke de secretarissen — zonder dat er rekening wordt gehouden met hunne verdienste — verhooging erlangen, en heb bepaald dat de gemeentesecretaris zijne loopbaan aanvangt met een minimum van 00 frank, volgens de klasse; na 6 jaar, 15 of 20 t. h. verhooging, en op 12 jaar, 25 t. h.

» In plaats van zijne hoogste jaarwedde te trekken wanneer hij niet meer werken kan en aan 't einde zijner loopbaan is, zal de secretaris ze vroeger en langer genieten, wat voor hem een groot voordeel is, zonder voor de gemeente een al te zware last te zijn.

» Om de schaal te vereenvoudigen, komt in de tabel het maximum van iedere klasse overeen met de aanvangsjaarwedde der volgende klasse, evenals het medium 't middelcijfer is tusschen de laagste en de hoogste jaarwedde.

» Ik nam aan, dat de Regeering bijdraagt in de gemiddelde en de grootste verhooging voor deze ambtenaren, omdat de hoofdbesturen — de Justitie voor de vreemdelingenstaten, de Spoorwegen voor het vervoer van werklieden, scholieren, enz., — van hen tamelijk veel bijwerk vergen.

» De gelegenheid scheen mij gunstig om aan de Kamer voor te stellen eene ouderdomsgrens voor de secretarissen te bepalen en dezen ambtshalve

pensioen te verleenen op den ouderdom van 70 jaar. Die maatregel wordt gebillijkt door het belang der gemeenten en het algemeen belang.

» Het valt niet te betwijfelen of de ambtenaar die den leeftijd van 70 jaar heeft bereikt, vaak te wenschen overlaat, in het opzicht van werkzaamheid, ondernemingsgeest, lust tot den arbeid.

» Derhalve is het billijk aan secretarissen die, na 30 of 40 dienstjaren, 70 jaar hebben bereikt, eene welverdiende rust te gunnen.

» Wellicht moet die maatregel gepaard gaan met de vermindering van $\frac{1}{55}$ van den deeler, aangenomen voor het bepalen van het pensioen.

» De door mij voorgestelde schaal is voorzeker voordeelig aan jonge gemeentesecretarissen, doch loopt gevaar erg te worden bestreden door de anderen, die het talrijkst zijn. »

Laat ons aan deze goed doordachte opmerkingen het volgende toevoegen :

1° Dat het stelsel van den heer Heynen, hetwelk de aanvangsjaarwedde volgens de wet van 1894 handhaaft, de gemeenteraden in staat stelt het cijfer der jaarwedde beter in verhouding te brengen met den plaatselijken geldelijken toestand ;

2° Uit dien hoofde komt het meer overeen met de zelfstandigheid der gemeente, vermits het geen bepaald cijfer van jaarwedde opdringt ;

3° Het is een machtige prikkel voor de secretarissen, die, wanneer zij hun ambt met alle wenschelijk verstand, ijver en bedrevenheid uitoefenen, na 12 jaar het maximum der jaarwedde kunnen bereiken.

In de toepassing levert het tarief van den heer Heynen de volgende uitslagen op, zooals blijkt uit de tabel-bijlage litt. A.

Na 6 jaar, wanneer de jaarwedde in gemeenten der eerste reeks 210 of 315 frank bereikt, volgens de bestaande wet, en 345 frank volgens het ontwerp Dufrane, bedraagt zij 250 of 350 frank volgens het ontwerp Heynen.

Na 12 jaar : fr. 220.50 of fr. 330.75, wet van 1894 — fr. 396.75, ontwerp Dufrane — 300 of 400 frank, ontwerp Heynen.

En na 30 jaar zijn die cijfers van 300 of 400 frank, ofschoon lager dan die van het ontwerp Dufrane — fr. 693,91, — in hun geheel hooger dan die der bestaande wet, fr. 268 en 402.13.

Toch dient te worden opgemerkt, en dit blijkt uit de tabel, bijlage litt. B, dat de jaarlijksche verhoogingen met dat ontwerp, al vangen zij zelfs wat later aan dan met de andere stelsels, veel lager zijn dan die van het ontwerp Dufrane en hooger dan die van de bestaande wet.

Na 6 jaar bedraagt de jaarlijksche verhooging voor gansch het Rijk :

Wet van 1894, klein minimum.	fr. 88,690.00
id. tweede minimum	108,685.00
Ontwerp Dufrane	292,660.00

En met het ontwerp Heynen bedraagt de verhooging :

Volgens het klein minimum.	fr. 199,950.00
Volgens het tweede minimum	227,250.00

Na 12 jaar belooft de jaarlijksche verhooging voor gansch het Rijk :

Wet van 1894, klein minimum.	fr. 181,246.90
id. tweede minimum	221,759.78
Ontwerp Dufrane	623,461.20
Met het ontwerp Heynen bedraagt de verhooging :	
Volgens het klein minimum.	fr. 399,900.00
Volgens het tweede minimum	450,000.00

Die verhoogingen gaan niet verder in de volgende jaren, terwijl met de andere stelsels de vermeerdering voortgaat naar gelang van de gestadige periodieke verhoogingen.

De verslaggever stelde een ander tarief voor, en uitgaande van de bedelingen hierboven vermeld, in het II^e en III^e hoofdstuk, trachtte hij ze uit te drukken in de bewoordingen van onderstaande wetsontwerp :

ARTIKEL 1. — Bij wijziging van paragraaf 2 van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, houdende herziening van artikel 111 der wet van 30 Maart 1836, wordt de minimum-jaarwedde van den gemeensecretaris vastgesteld als volgt :

1 ^o Gemeenten van minder dan 300 inwoners	fr. 250
2 ^o Id. van 301 tot 500 id.	350
3 ^o Id. van 501 » 1,000 id.	450
4 ^o Id. van 1,001 » 1,500 id.	550
5 ^o Id. van 1,501 » 2,000 id.	700
6 ^o Id. van 2,001 » 2,500 id.	900
7 ^o Id. van 2,501 » 3,000 id.	1,100
8 ^o Id. van 3,001 » 4,000 id.	1,300
9 ^o Id. van 4,001 » 5,000 id.	1,500
10 ^o Id. van 5,001 » 6,000 id.	1,700
11 ^o Id. van 6,001 » 8,000 id.	1,900
12 ^o Id. van 8,001 » 10,000 id.	2,100
13 ^o Id. van 10,001 » 15,000 id.	2,400
14 ^o Id. van 15,001 » 25,000 id.	
en daar boven.	3,000

De 3^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt afgeschaft.

De 6^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt ingetrokken en vervangen door de navolgende bepalingen :

« Om de vijf jaar, heeft de secretaris recht op eene verhooging van 10 t. h. op het bedrag zijner laatste jaarwedde, in de gemeenten begrepen in de klassen 1 tot 6; op eene verhooging van 8 t. h. in de gemeenten begrepen in de klassen 7 tot 11; op eene verhooging van 6 t. h. in de gemeenten begrepen in de klassen 12 tot 14 en daar boven. »

Deze verhooging komt ten laste van den Staat tot een bedrag van zeven tienden.

De tusschenkomst van den Staat houdt op wanneer de jaarwedde het laagste cijfer van elke der hoogerstaande klassen met de helft overschrijdt.

Aan het 7^{de} lid van het eenig artikel derzelfde wet wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

« De beslissingen omtrent vastelling, verhooging of weigering van verhooging der jaarwedde, zijn vatbaar voor hooger beroep bij den Koning van wege den gemeentesecretaris, den gemeenteraad en den gouverneur. Dat beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening van de beslissing der bestendige Deputatie aan den gemeenteraad en aan den belanghebbende. »

Het ontwerp van den heer Dufrane had twee even gevaarlijke strekkingen, met het oog op de gemeente-financiën : de verhooging der minima en de vermeerdering der vijfjarige verhoogingen

Het ontwerp van den heer Delvaux tracht te verwezenlijken wat de stellers van het aanhangig ontwerp de « redematige aanvulling » der wet van 3 Juli 1894 hebben geheeten.

Het verzekert eene minimum-jaarwedde tusschen de cijfers van het tarief van 1894 en de door den heer Dufrane voorgestelde; eveneens maakt het een gemiddeld tarief van vijfjarige verhoogingen, op die jaarwedden toegestaan door ze te bepalen op 10 t. h. voor de gemeenten der reeksen 1 tot 6, die van 300 tot 2,500 inwoners tellen; op 8 t. h. voor die der reeksen 7 tot 14, van 2,501 tot 8,000 inwoners en van 6 t. h. voor de drie andere, 8,001 tot 25,000 inwoners en daarboven. Na 31 jaar, zijn de jaarwedden verhoogd met nagenoeg $\frac{4}{5}$, in de reeksen 1 tot 6, en dalen tot nagenoeg $\frac{6}{10}$ in de reeksen 7 tot 11 en tot nagenoeg $\frac{9}{20}$ in de reeksen 12 tot 14.

Zooals is vermeld in de tabel-bijlage litt. B, zijn de totale verhoogingen, na 5 jaar, voor het gansche Rijk :

volgens de wet van 1894, kleine minima . fr.	88,690.00
id., tweede minima . .	108,685.00
volgens het ontwerp Dufrane.	292,660.00
volgens het ontwerp Delvaux.	174,098.00

Na 15 jaar, bedragen de verhoogingen in dezelfde orde :

volgens de wet van 1894, kleine minima . fr.	279,537.54
id., tweede minima . .	354,350.76
volgens het ontwerp Dufrane.	1,003,992.92
volgens het ontwerp Delvaux, zouden zij bedragen	571,273.53

En na 30 jaar, zouden zij beloopt :

wet van 1894, kleine minima fr.	603,078.16
id., tweede minima.	739,182.97
ontwerp Dufrane.	2,482,238.86
ontwerp Delvaux.	1,311,378.69

Voor de arrondissementen Neufchâteau, Maaseik en Verviers maakten wij eene vergelijkende tabel van de toepassing der tarieven volgens de ontwerpen Dufrane en Delvaux, op 1 Januari 1905, op den voet der bestaande wet, 't is te zeggen door vergelijking, op dien datum, van een afgeloopen tijdvak van verhooging en in de onderstelling dat de ontwerpen worden toegepast op de thans in bediening zijnde secretarissen.

Uit de vergelijking van die tabellen blijkt, dat in die arrondissementen de jaarwedden zouden worden verhoogd als volgt :

Arrondissement.	Getal gemeente.	Ontwerpen.	Verhooging der jaarwedde.		Periodieke vermeerdering.		Totaal der vermeerdering.	
			Fr.	G.	Fr.	G.	Fr.	G.
Neufchâteau. . .	74	Dufrane.	4,882	»	5,410	24	10,292	24
		Delvaux.	2,224	»	3,610	60	5,834	60
Maaseik	36	Dufrane.	2,801	50	3,197	87	5,999	37
		Delvaux.	1,203	»	2,102	59	3,305	59
Verviers	59	Dufrane.	9,774	41	407	»	10,178	41
		Delvaux.	6,355	»	110	»	6,465	»

Vergelijkt men het ontwerp van den heer Delvaux met dit van den heer Heynen, dan bevindt, men als men de som, bijeengevoegd door samentelling der 31 annuïteiten van secretarissen, door die ambtenaren getrokken, opspoort :

1^o Dat in gemeenten met min dan 500 inwoners, de secretaris zou getrokken hebben : met het ontwerp Delvaux, fr. 10,087.39; met het ontwerp Heynen, van 8,400 tot 11,500 frank ;

2^o In eene gemeente van de 7^e reeks, 2,501 tot 5,000 inwoners, zou een secretaris hebben getrokken : met het ontwerp Delvaux, fr. 42,092.24; met het ontwerp Heynen, van 35,400 tot 41,600 frank ; dus min dan met het ontwerp Delvaux ;

3^o In eene gemeente der 11^e reeks, 6,001 tot 8,000 inwoners, zou een secretaris hebben getrokken, met het ontwerp Delvaux, fr. 72,706.36 en met het ontwerp Heynen 60,200 tot 66,400 frank, terwijl integendeel in gemeenten van de 14^e reeks, 15,001 tot 25,000 inwoners, de secretaris zou hebben getrokken, met het stelsel Delvaux, fr. 108,884.11, en met het stelsel Heynen, van 99,500 tot 119,500 frank.

Het ontwerp Heynen bevoordeelt dus de jaarwedde der secretarissen van groote gemeenten, schaadt de belangen der secretarissen in die van minderen omvang en gelijkst ten naasten bij het ontwerp Delvaux, voor kleine gemeenten.

Wat pleit ten voordeele van het ontwerp des heeren Henry Delvaux, is dat het inzonderheid de jaarwedde der secretarissen van kleine en middelmatige gemeenten verhoogt, de periodieke verhoogingen van jaarwedde handhaaft, en dat deze toeneming voor de ambtenaren van allen aard een wezenlijk feit is, een prikkel die tot onze zeden behoort en die wordt gevraagd op elk gebied waar hij nog niet van toepassing is ; dat het bestuursleven der secretarissen is beperkt tot een gemiddeld tijdvak van 15 tot 25 jaar ; dat de bijdrage der Regeering in de verhoogingen minder schade-

lijk is met het ontwerp Delvaux dan met het ontwerp Dufrane, en, tijdens de 15 tot 20 eerste jaren, nagenoeg dezelfde als met het ontwerp Heynen.

In de wet van 1894, die insgelijks bezorgd was om het handhaven der gemeentefinanciën, kwam eene bepaling voor, luidende als volgt :

« Nochtans kan, wat de gemeenten van de drie eerste reeksen betreft, » dit tarief worden verlaagd door den gemeenteraad, met goedkeuring der » Bestendige Deputatie van den procincialen raad, in geval de geldelijke » toestand der gemeente buitengewoon ongunstig zou zijn. »

De heeren Dufrane en medeleden, die ongetwijfeld begrepen dat de beste regelen uitzondering moeten dulden, behielden dit voorrecht, verleend aan kleine gemeenten, onder het waakzaam toezicht der Bestendige Deputatiën.

Ongetwijfeld dachten zij dat het billijk was rekening te houden met den toestand van sommige harer, weinig bevolkt, als daar zijn : Hamme (223), Warendonk (220), St-Jacobs-Kappelle (217), Voelbeck (209), Gestel (206), Werm (196), Waillet (190), Mettecoven (189), Paulaathem (184), Herten (181), Groot-Loon (175), Erquelines (170), Lompret (168), Vresse (166), Membre (158), Cornimont (157), Vallereille-le-Sec (157), Verlée (157), Oeren (155), Cottecoven (153), Bellefontaine (153), Basheers (153), Vaulx (153), Fontenelle (150), Hersteppe (148), Wimmertingen (147), Ehein (140), Jamiolle (135), Omezée (134), Niverlée (134), Linchet (118), Mouzaive (115), Hendriecken (108), Marchipont (103) en Freloux (85) die zich niet alle de opofferingen kunnen opleggen, die worden gedaan door de gemeente Flône, welker bevolking slechts 208 inwoners bedraagt en waar de gemeentesecretaris eene jaarwedde van 615 frank geniet, en Zoetenaai, dat slechts 28 inwoners telt en zijnen secretaris eene jaarwedde van 530 frank toekent.

Men moet ook plaats laten aan hen die geneigd zouden wezen aan de gemeente welke zij bewonen de schier onvergouden medehulp van hunne werkzaamheid en kunde te verleen. Dergelijke toewijding zou niet zonder voorbeeld wezen, zoo wij geloof moeten hechten aan den heer arrondissements-commissaris van Neufchâteau, die daarover het volgende zegt :

« Om met gezond verstand te oordeelen over den toestand der gemeente- » secretarissen in onze arme en volkrijke Luxemburgsche gemeenten, vol- » staat het niet het cijfer hunner jaarwedde afzonderlijk te beschouwen.

» Integendeel dient men rekening te houden met de hulpmiddelen die zij » elders vinden, de kennis die men van hen vergt, den arbeid welken men » hun oplegt, het gemak dat men hun laat om hem te verrichten, en einde- » lijk de geldmiddelen der gemeente.

» Voorzeker kunnen de secretarissen van P. (Pussemange), van M. (Mellier), van R. (Romagne) en B. (Bagimont) niet bestaan van de 200 of » 300 frank die zij trekken als secretaris; doch als men weet dat zij de » rijkste grondeigenaars hunner gemeente zijn, dat zij in hun ambt veeleer » eene uitspanning dan een hulpmiddel zoeken, zou men waarlijk ongelijk » hebben hun lot te beklagen. »

Niettemin werd door een lid der Middenafdeeling voorgesteld die bepaling weg te laten, doch daarmede werd niet ingestemd.

HOOFDSTUK V.

VAN DE BIJDRAGE VAN DEN STAAT IN DE JAARWEDDEN DER GEMEENTESCRETARISSEN.

Het ontwerp, aan de Middenafdeeling voorgelegd door haren verslaggever, voert een nieuw beginsel in : de bijdrage van den Staat.

Ware de gemeentesecretaris een ambtenaar gebleven die zich enkel inliet met den arbeid aan dat ambt verbonden, niemand hadde er aan gedacht te vragen dat de Staat een deel van de bezoldiging zou betalen.

De gemeentesecretaris, benoemd door de gemeente, werkende voor de gemeente alleen, moest nitsluitend door deze worden bezoldigd.

Is dat thans het geval ? Voorzeker neen !

Terwijl de wet van 1894 aan de gemeenten een bepaalden last oplegde, wat haren secretaris betrof, belastte het hoofdbestuur dien ambtenaar steeds meer en meer met talrijke werkzaamheden.

In vele plaatsen is het werk voor de gemeente onbeduidend, in vergelijking met het door den Staat opgelegde.

De gemeentesecretaris is de algemeene commissaris der Regeering bij de gemeentebesturen geworden, veel meer dan dezer ambtenaar.

Wij denken niet dat de belanghebbenden ons zullen tegenspreken, wanneer wij bevestigen dat het meerendeel der secretarissen zich zouden vergenoegen met hunne tegenwoordige jaarwedde, indien zij zich enkel hadden bezig te houden met gemeentezaken.

De lijst der lasten, door den Staat aan die ambtenaren opgelegd, is zeer lang.

Laat ons onder andere vermelden :

- 1^o De nationale militie ;
- 2^o De herziening der kiezerslijsten ;
- 3^o De verkiezingen voor de wetgevende Kamers ;
- 4^o Allerhande statistieken ;
- 5^o De groote wegen ;
- 6^o De ouderdomspensioenen ;
- 7^o De stukken, te leveren voor het vergunningsrecht ;
- 8^o De inlichtingen voor eere teekens ;
- 9^o Het ijken van maten en gewichten ;
- 10^o Het opmaken van de lijsten voor de raden van nijverheid en arbeid ;
- 11^o — — — der verkiesbaren voor den Senaat ;
- 12^o — — — der juryleden ;
- 13^o — — — der verkiesbaren voor de rechtbanken van koophandel en de werkrechtshraden ;
- 14^o De vergelding der militairen ;
- 15^o De dienstneming bij het leger ;
- 16^o Het onderzoek naar de mijnen, het zondagswerk voor vrouwen en kinderen, enz.

Vele inlichtingen, door de Middenafdeeling ingewonnen, staven het

gevoelen dat een groot deel van den arbeid der secretarissen hun door den Staat wordt opgelegd.

De achtbare gouverneur der provincie Antwerpen uit de meening, dat dit aandeel nagenoeg de helft bedraagt. Hij zegt het volgende :

« Ofschoon het om zoo te zeggen onmogelijk is die verhouding te bepalen, acht de bestendige Deputatie dat, wanneer men zegt dat de helft van den door den secretaris verrichten arbeid hem door den Staat wordt opgelegd, men de waarheid nabijkomt : dat is overigens het gevoelen van de heeren arrondissements-commissarissen, door mij daarover onderzocht, en die, ten gevolge van dagelijksche betrekkingen met de gemeentebesturen, beter dan ik over die zaak kunnen oordeelen. »

Het zou den Staat duur te staan komen, moest hij eenen ambtenaar van het hoofdbestuur in al de gemeenten des rijks aanstellen om bovenvermelde werken te verrichten,

De Middenafdeeling vereenigt zich met deze bedenkingen en neemt de bijdrage van den Staat aan, in de overigens zeer geringe mate als haar werd voorgesteld.

Vooreerst zou de Staat vreemd blijven aan de jaarwedde zelve van den gemeentesecretaris.

Zijne bijdrage zou eerst na vijf jaar ambtsvervulling aanvangen en slechts in aanmerking komen voor de vijfjarige verhoogingen, aan de gemeenten opgelegd.

In strijd met wat in andere landen geschiedt, is het niet de gansche verhooging die door den Staat betaald zou worden, maar slechts zeven tienden daarvan.

Daar de bijdrage van den Staat den aard heeft van eene billijke bijdrage in de jaarwedde van den secretaris, uit hoofde van den arbeid, door dezen geleverd aan het hoofdbestuur, moet het aandeel van die bijdrage in verhouding blijven tot het wettelijk tarief.

Het hoofdbestuur mocht niet worden verplicht bij te dragen in de milde geschenken, welke de gemeente oordeelt haren secretaris te moeten doen.

't Is dus naar de wettelijke cijfers dat de 7/10 werden berekend, en mits staking van de bijdrage van den Staat, zoodra de wedde meer dan 150 t. h. hooger is dan de aanvangsjaarwedde van den secretaris.

Willen wij berekenen wat deze bijdrage van den Staat zou kosten, zoo kunnen wij slechts eene nabijkomende som vinden.

Om ze juist en bepaald te becijferen, zou men de jaarwedden van de 2,616 gementesecretarissen des Rijks moeten samentellen, voor iederen hunner rekening houdende met het getal dienstjaren en het bedrag der hun toegestane vijfjarige verhoogingen

Wij moesten bij onderstelling te werk gaan, aannemende dat al de secretarissen op denzelfden datum hun ambt hebben aanvaard en terzelfder tijd de wettelijke verhooging genoten.

Om de wezenlijkheid zooveel mogelijk nabij te komen, stelden wij ach-

tereenvolgens verschillende middelcijfers van dienstjaren, en zoo krijgen wij onderstaande uitslagen :

Tabel van Staatsbijdrage in de jaarlijkse verhoogingen, berekend naar een gemiddelden ambtsduur van 15, 20 en 25 jaar, in de ontwerpen der heeren Delvaux en Heynen.

ONTWERP.	Van 5 tot 6 jaar.	Van 6 tot 7 jaar.	Van 10 tot 11 jaar.	Van 12 tot 13 jaar.	Totaal voor 13 jaar.	Dus 4/13.	Van 15 tot 16 jaar.	Totaal voor 15 jaar.	Dus 4/15.	Van 20 tot 21 jaar.	Totaal voor 20 jaar.	Dus 4/20.	Totaal voor 25 jaar.	Dus 4/25.
Delvaux	174,098	174,098	364,443	364,443	1,963,819	151,063	571,273	2,692,707	179,514	796,963	5,549,074	277,453	9,533,891	384,355
Bijdrage : 7/10	121,868	121,868	255,110	255,110	1,374,673	105,744	399,891	4,884,893	125,639	537,874	3,884,351	194,217	6,673,723	266,948
Heynen	199,950	199,950	399,900	399,900	1,599,600	123,046	399,900	2,399,400	159,960	399,900	4,398,900	219,943	6,398,400	253,936
Bijdrage : 5/10	99,975	99,975	199,950	199,950	799,800	61,523	199,950	1,199,700	79,980	199,950	2,199,450	109,972	3,199,200	127,968
	113,625	113,625	413,625	225,000	906,750	69,750	225,000	1,356,750	90,450	225,000	2,484,750	124,087	3,606,750	144,270

N.B. Deze tabel werd opgemaakt naar eene aanvangswedde der 14^e reeks, 3,500 frank, welk cijfer eerst voorkwam in het ontwerp van den heer Henry Delvaux. In de Middenafdeeling werd aangemerkt dat het niet billijk was een anderen grondslag aan te nemen voor de jaarwedden der secretarissen van die reeks dan voor die der diensten andere, en derhalve werd het oorspronkelijk cijfer van 3,500 frank gebracht op 3,000 frank in het door de Middenafdeeling goedgekeurd ontwerp. Bij de lezing van sommige gedeelten dezes verslags moet rekening worden gehouden met deze wijziging.

Ondersteld dat al de gemeentesecretarissen des rijks gemiddeld dertien jaar hun ambt bekleeden, zoo bedraagt het totaal der verhoogingen, waarop zij te zamen aanspraak hebben krachtens de wettelijke minima, 1,963,819 frank, en beloopt de 7/10, door den Staat te dragen, 1,374,673 frank; deze som, gedeeld door dertien jaar, geeft een jaarlijkschen last van 105,744 frank.

Kennen wij, integendeel, aan de gemeentesecretarissen eene gemiddelde loopbaan van 15 jaar toe, dan zou de gemiddelde last voor den Staat, als hierboven berekend, jaarlijks 123,659 frank bedragen.

Eindelijk, onderstellende dat al de gemeentesecretarissen 20 jaar in ambtsbediening blijven, — wat alle waarschijnlijkheid te boven gaat — dan zou de Staat daarvoor jaarlijks 194,217 frank moeten bekostigen.

Onder uitdrukkelijk voorbehoud dat deze cijfers berekend zijn naar het minimum van het wettelijk tarief en naar onderstellingen die wij niet bij machte zijn tot zekerheid te maken, schijnt het dat de last van den Staat niet te zwaar is, gezien het algemeen belang dat men dient in het oog te houden.

Deze bijdrage van den Staat in de vijfjarige verhoogingen brengt voor de gouverneurs het recht mede om in beroep te komen tegen de secretarissen die in het overigens zeer zeldzaam geval zouden verkeerden de hun toegestane verhoging niet te verdienen.

HOOFDSTUK VI.

DE STEMMINGEN.

In de afdelingen werd het ontwerp van de heeren Dufrane en medeleden bejegend als volgt :

1 ^e afdeling.	. . .	4 ja.		
2 ^e »	. . .	2 ja.		
3 ^e »	. . .	3 ja.	6	onthoudingen.
4 ^e »	. . .	5 ja.	1	»
5 ^e »	. . .	3 ja.	»	»
6 ^e »	. . .	»	4	»
		15 ja.	11	onthoudingen.

Inde Middenafdeeling werd het verworpen met 6 tegen en 1 onthouding.

Het tarief, door den heer Henry Delvaux voorgesteld als minimum van jaarwedde en vijfjarige verhoogingen werd vóór dit van den heer Heynen in stemmen gelegd en goedgekeurd met 4 ja, 1 neen en 2 onthoudingen.

Het beginsel van Staats bijdrage in de geregelde verhoogingen van zeven tienden van dezer bedrag, en op voorwaarde van niet hooger te gaan wanneer de jaarwedde 150 t. h. van de aanvangsjaarwedde beloopt, werd goedgekeurd met 5 ja en 1 onthouding.

Hetzelfde geldt voor het recht van beroep door den secretaris en door den

gouverneur, wat betreft de bepaling der verhooging of de weigering tot verhooging der jaarwedde van den gemeentesecretaris.

Met 6 ja, besliste de Middenafdeeling, dat bij de tenuitvoerlegging der nieuwe wet alle verworven rechten der gemeentesecretarissen geëerbiedigd moeten worden.

Eindelijk, met 4 stemmen tegen 2 handhaafde de Middenafdeeling het door de bestaande wet toegekend recht om de jaarwedde van den secretaris beneden het wettelijk minimum te verlagen, in gemeenten waar de bestendige deputatie dien maatregel gewettigd zou achten.

Namens de stellers van het ontwerp, verklaarden de heeren Dufrane en Maenhaut zich te vereenigen met de bewoordingen van de door de Middenafdeeling voorgestelde wet, en het verslag werd eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,

HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,

D^r W. HEYNEN.

PROPOSITION DE LOI

ARTICLE UNIQUE.

« Par modification au paragraphe 2 de l'article unique de la loi du 3 juillet 1894, revisant l'article 111 de la loi communale du 30 mars 1836, le traitement minimum du secrétaire communal est fixé comme suit :

1 ^o Communes de moins de 500 habitants	fr. 250
2 ^o — 501 à 500 habitants	350
3 ^o — 501 » 1,000	450
4 ^o — 1,001 » 1,500	550
5 ^o — 1,501 » 2,000	700
6 ^o — 2,001 » 2,500	900
7 ^o — 2,501 » 3,000	1,100
8 ^o — 3,001 » 4,000	1,300
9 ^o — 4,001 » 5,000	1,500
10 ^o — 5,001 » 6,000	1,700
11 ^o — 6,001 » 8,000	1,900
12 ^o — 8,001 » 10,000	2,100
13 ^o — 10,001 » 15,000	2,400
14 ^o — 15,001 » 25,000	—
et au delà de	5,000

« Le paragraphe 5 de l'article unique de la même loi est supprimé.

» Le paragraphe 6 de l'article unique de la même loi est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes : Tous les 5 ans, le secrétaire a droit à une augmentation de 10 p. c. sur le montant de son dernier traitement, dans les communes rentrant dans les catégories de 1 à 6; à une augmentation de 8 p. c., dans les catégories de 7 à 11; à une augmentation de 6 p. c., dans les communes rentrant dans les catégories de 12 à 14 et au delà.

» Cette augmentation sera suppor-

WETSVOORSTEL

EENIG ARTIKEL.

« Bij wijziging van paragraaf 2 van het eenig artikel der wet van 3 Juli 1894, houdende herziening van artikel 111 der wet van 30 Maart 1836, wordt de minimum-jaarwedde van den gemeentesecretaris vastgesteld als volgt :

1 ^o Gemeenten van minder dan 500 inwoners	fr. 250
2 ^o — 500 tot 500	350
3 ^o — 501 » 1,000	450
4 ^o — 1,001 » 1,500	550
5 ^o — 1,501 » 2,000	700
6 ^o — 2,001 » 2,500	900
7 ^o — 2,501 » 3,000	1,100
8 ^o — 3,001 » 4,000	1,300
9 ^o — 4,001 » 5,000	1,500
10 ^o — 5,001 » 6,000	1,700
11 ^o — 6,001 » 8,000	1,900
12 ^o — 8,001 » 10,000	2,100
13 ^o — 10,001 » 15,000	2,400
14 ^o — 15,001 » 25,000	—
en daar boven	5,000

» De 3^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt afgeschaft.

» De 6^{de} paragraaf van het eenig artikel derzelfde wet wordt ingetrokken en vervangen door de navolgende bepalingen : Om de vijf jaar, heeft de secretaris recht op eene verhooving van 10 t. h. op het bedrag zijner laatste jaarwedde, in de gemeenten begrepen in de klassen 1 tot 6; op eene verhooving van 8 t. h. in de gemeenten begrepen in de klassen 7 tot 11; op eene verhooving van 6 t. h. in de gemeenten begrepen in de klassen 12 tot 14 en daar boven.

» Deze verhooving komt ten laste

tée par l'Etat à concurrence de 7/10 (sept dixièmes) du barème légal.

» L'intervention de l'Etat cessera lorsque le traitement excédera de moitié le chiffre minimum de chacune des catégories reprises ci-dessus.

» La disposition suivante est ajoutée au paragraphe 7 de l'article unique de la dite loi : « les décisions portant fixation, augmentation ou refus d'augmentation du traitement seront susceptibles de recours au Roi, de la part du secrétaire communal, du conseil communal et du gouverneur ».

» Ce recours devra être introduit dans les quinze jours de la notification qui sera faite au conseil communal et à l'intéressé, de la décision de la Députation permanente.

» La présente loi sera exécutoire à partir du 1^{er} janvier 1905. »

van den Staat tot een bedrag van 7/10 (zeven tienden) van de wettelijke schaal.

» De tusschenkomst van den Staat houdt op wanneer de jaarwedde het laagste cijfer van elke der hoogerstaande klassen met de helft overschrijdt.

» Aan het 7^{de} lid van het eenig artikel derzelfde wet wordt de navolgende bepaling toegevoegd :

« De beslissingen omtrent vaststelling, verhooging of weigering van verhooging der jaarwedde, zijn valbaar voor hooger beroep bij den Koning van wege den gemeentesecretaris, den gemeenteraad en den gouverneur.

» Dat beroep moet worden ingesteld binnen vijftien dagen na de beteekening van de beslissing der bestendige Deputatie aan den gemeenteraad en aan den belanghebbende.

» Deze wet treedt in werking den 1^{sten} Januari 1905. »

131

BIJLAGEN.

BIJLAGE

*Gevolg van de toepassing der vier tarieven op het cijfer der
iedere der klassen overeenkomend met de bevolking*

Reeks.	Bevolking.	AANVANGSWEDDE.		Na 6 jaar.		Na 12 jaar.	
		a) Wet van 1894. b) Ontwerp Dufrane. c) » Delvaux. d) » Heynen.		Jaarwedde met verhooging.	Verhooging als hiernaast.	Jaarwedde met verhooging.	Verhooging als hiernaast.
1 ^e	Min dan 300 inv.	a) Wet van 1894 { 200	a) Wet van 1894 { 210	10	a) Wet van 1894 { 220 50	20 50	
		300	315	15	330 75	30 75	
		b) Dufrane . . 300	b) Dufrane . . 345	45	b) Dufrane . . 396 75	96 75	
		c) Delvaux . . 250	c) Delvaux . . 275	25	c) Delvaux . . 302 50	52 50	
2 ^e	301 tot 500	d) Heynen . . { 200	d) Heynen . . { 250	50	d) Heynen . . { 300 »	100 »	
		300	350	50	400 »	100 »	
		a) Wet van 1894 { 300	a) Wet van 1894 { 315	15	a) Wet van 1894 { 330 75	30 75	
		400	420	20	441 00	41 »	
3 ^e	501 tot 1,000	b) Dufrane . . 400	b) Dufrane . . 460	60	b) Dufrane . . 529 »	129 »	
		c) Delvaux . . 350	c) Delvaux . . 385	35	c) Delvaux . . 423 50	73 50	
		d) Heynen . . { 300	d) Heynen . . { 350	50	d) Heynen . . { 400 »	100 »	
		400	450	50	500 »	100 »	
4 ^e	1,001 tot 1,500	a) Wet van 1894 { 400	a) Wet van 1894 { 420	20	a) Wet van 1894 { 441 »	41 »	
		500	525	25	551 25	51 25	
		b) Dufrane . . 500	b) Dufrane . . 575	75	b) Dufrane . . 661 25	161 25	
		c) Delvaux . . 450	c) Delvaux . . 495	45	c) Delvaux . . 544 50	94 50	
5 ^e	1,501 tot 2,000	d) Heynen . . { 400	d) Heynen . . { 450	50	d) Heynen . . { 500 »	100 »	
		500	550	50	600 »	100 »	
		a) Wet van 1894 { 500	a) Wet van 1894 { 525	25	a) Wet van 1894 { 551 25	51 25	
		600	630	30	661 50	61 50	
6 ^e	2,001 tot 2,500	b) Dufrane . . 600	b) Dufrane . . 690	90	b) Dufrane . . 793 50	193 50	
		c) Delvaux . . 550	c) Delvaux . . 605	55	c) Delvaux . . 665 50	115 50	
		d) Heynen . . { 500	d) Heynen . . { 550	50	d) Heynen . . { 600 »	100 »	
		600	700	100	800 »	200 »	
7 ^e	2,501 tot 3,000	a) Wet van 1894 { 600	a) Wet van 1894 { 630	30	a) Wet van 1894 { 661 50	61 50	
		800	840	40	880 »	80 »	
		b) Dufrane . . 800	b) Dufrane . . 920	120	b) Dufrane . . 1,058 »	258 »	
		c) Delvaux . . 700	c) Delvaux . . 770	70	c) Delvaux . . 847 »	147 »	
8 ^e	3,001 tot 3,500	d) Heynen . . { 600	d) Heynen . . { 700	100	d) Heynen . . { 800 »	200 »	
		800	900	100	1,000 »	200 »	
		a) Wet van 1894 { 800	a) Wet van 1894 { 840	40	a) Wet van 1894 { 880 »	80 »	
		1,000	1,050	50	1,100 25	100 25	
9 ^e	3,501 tot 4,000	b) Dufrane . . 1,000	b) Dufrane . . 1,150	150	b) Dufrane . . 1,322 50	322 50	
		c) Delvaux . . 900	c) Delvaux . . 990	90	c) Delvaux . . 1,089 »	189 »	
		d) Heynen . . { 800	d) Heynen . . { 900	100	d) Heynen . . { 1,000 »	200 »	
		1,000	1,100	100	1,200 »	200 »	
10 ^e	4,001 tot 4,500	a) Wet van 1894 { 1,000	a) Wet van 1894 { 1,050	50	a) Wet van 1894 { 1,100 25	100 25	
		1,200	1,260	60	1,323 »	123 »	
		b) Dufrane . . 1,200	b) Dufrane . . 1,350	150	b) Dufrane . . 1,518 75	318 75	
		c) Delvaux . . 1,100	c) Delvaux . . 1,188	88	c) Delvaux . . 1,283 04	183 04	
11 ^e	4,501 tot 5,000	d) Heynen . . { 1,000	d) Heynen . . { 1,100	100	d) Heynen . . { 1,200 »	200 »	
		1,200	1,300	100	1,400 »	200 »	
		a) Wet van 1894 { 1,000	a) Wet van 1894 { 1,050	50	a) Wet van 1894 { 1,100 25	100 25	
		1,200	1,260	60	1,323 »	123 »	
12 ^e	5,001 tot 5,500	b) Dufrane . . 1,200	b) Dufrane . . 1,350	150	b) Dufrane . . 1,518 75	318 75	
		c) Delvaux . . 1,100	c) Delvaux . . 1,188	88	c) Delvaux . . 1,283 04	183 04	
		d) Heynen . . { 1,000	d) Heynen . . { 1,100	100	d) Heynen . . { 1,200 »	200 »	
		1,200	1,300	100	1,400 »	200 »	

LITT. A.

jaarwedde (wettelijke minimum-jaarwedde) van een secretaris in der gemeenten, na 6, 12, 20 en 31 jaar.

Na 20 jaar.			Na 31 jaar.			AANMERKINGEN.
Jaarwedde met verhooging.		Verhooging als hiernaast.	Jaarwedde met verhooging.		Verhooging als hiernaast.	
a) Wet van 1894	213 09	43 09	a) Wet van 1894	268 »	68 »	
	364 75	64 75		402 13	102 13	
b) Dufrane . . .	524 70	224 70	b) Dufrane . . .	693 91	393 91	
c) Delvaux . . .	366 02	116 02	c) Delvaux . . .	442 89	192 89	
d) Heynen . . .	300 »	100 »	d) Heynen . . .	300 »	100 »	
	400 »	100 »		400 »	100 »	
a) Wet van 1894	364 75	64 75	a) Wet van 1894	402 13	102 13	
	486 15	86 15		536 06	136 06	
b) Dufrane . . .	699 60	299 60	b) Dufrane . . .	925 22	525 22	
c) Delvaux . . .	512 43	162 43	c) Delvaux . . .	620 04	270 04	
d) Heynen . . .	400 »	100 »	d) Heynen . . .	400 »	100 »	
	500 »	100 »		500 »	100 »	
a) Wet van 1894	486 15	86 15	a) Wet van 1894	536 06	136 06	
	607 79	107 79		670 08	170 08	
b) Dufrane . . .	874 50	374 50	b) Dufrane . . .	1,156 52	656 52	
c) Delvaux . . .	638 84	208 84	c) Delvaux . . .	797 20	347 20	
d) Heynen . . .	500 »	100 »	d) Heynen . . .	500 »	100 »	
	600 »	100 »		600 »	100 »	
a) Wet van 1894	607 79	107 70	a) Wet van 1894	670 08	170 08	
	730 05	130 03		804 85	204 85	
b) Dufrane . . .	1,049 40	449 40	b) Dufrane . . .	1,387 83	787 83	
c) Delvaux . . .	805 25	255 25	c) Delvaux . . .	974 35	424 35	
d) Heynen . . .	600 »	100 »	d) Heynen . . .	600 »	100 »	
	800 »	200 »		800 »	200 »	
a) Wet van 1894	730 03	130 03	a) Wet van 1894	804 85	204 85	
	972 40	172 40		1,072 07	272 07	
b) Dufrane . . .	1,399 20	599 20	b) Dufrane . . .	1,830 44	1,050 44	
c) Delvaux . . .	1,024 87	324 87	c) Delvaux . . .	1,240 09	540 09	
d) Heynen . . .	800 »	200 »	d) Heynen . . .	800 »	200 »	
	1,000 »	200 »		1,000 »	200 »	
a) Wet van 1894	972 40	172 40	a) Wet van 1894	1,072 07	272 07	
	1,212 92	212 92		1,337 23	337 23	
b) Dufrane . . .	1,749 »	749 »	b) Dufrane . . .	2,313 05	1,313 05	
c) Delvaux . . .	1,317 69	417 69	c) Delvaux . . .	1,594 80	694 80	
d) Heynen . . .	1,000 »	200 »	d) Heynen . . .	1,000 »	200 »	
	1,200 »	200 »		1,200 »	200 »	
a) Wet van 1894	1,212 92	212 92	a) Wet van 1894	1,337 23	337 23	
	1,458 60	258 60		1,608 10	408 10	
b) Dufrane . . .	1,922 16	722 16	b) Dufrane . . .	2,432 74	1,232 74	
c) Delvaux . . .	1,496 53	396 53	c) Delvaux . . .	1,745 35	645 35	
d) Heynen . . .	1,200 »	200 »	d) Heynen . . .	1,900 »	200 »	
	1,400 »	200 »		1,400 »	200 »	

Reeks.	Bevolking.	AANVANGSWEDDE.		Na 6 jaar.		Na 12 jaar.	
		a) Wet van 1894. b) Ontwerp Dufrane. c) » Delvaux. d) » Heynen.		Jaarwedde met verhooging.	Verhooging als hiernaast.	Jaarwedde met verhooging.	Verhooging als hiernaast.
8 ^e	3,001	a) Wet van 1894 { 1,200 1,400	a) Wet van 1894 { 1,260 1,470	60 70	a) Wet van 1894 { 1,323 » 1,543 50	123 » 143 26	
	tot 4,000	b) Dufrane . . 1,400	b) Dufrane . . 1,575	175	b) Dufrane . . 1,771 88	371 88	
		c) Delvaux . . 1,300	c) Delvaux . . 1,404	104	c) Delvaux . . 1,516 32	216 32	
		d) Heynen . . { 1,200 1,400	d) Heynen . . { 1,300 1,500	100 100	d) Heynen . . { 1,400 » 1,600 »	200 » 200 »	
9 ^e	4,001	a) Wet van 1894 { 1,400 1,600	a) Wet van 1894 { 1,470 1,680	70 80	a) Wet van 1894 { 1,543 50 1,764 »	143 50 164 »	
	tot 5,000	b) Dufrane . . 1,600	b) Dufrane . . 1,800	200	b) Dufrane . . 2,025 »	425 »	
		c) Delvaux . . 1,500	c) Delvaux . . 1,620	120	c) Delvaux . . 1,749 60	249 60	
		d) Heynen . . { 1,400 1,600	d) Heynen . . { 1,500 1,700	100 100	d) Heynen . . { 1,600 » 1,800 »	200 » 200 »	
10 ^e	5,001	a) Wet van 1894 { 1,600 1,800	a) Wet van 1894 { 1,680 1,890	80 90	a) Wet van 1894 { 1,764 » 1,984 50	164 » 184 50	
	tot 6,000	b) Dufrane . . 1,800	b) Dufrane . . 2,025	225	b) Dufrane . . 2,278 12	478 12	
		c) Delvaux . . 1,700	c) Delvaux . . 1,836	136	c) Delvaux . . 1,982 88	282 88	
		d) Heynen . . { 1,600 1,800	d) Heynen . . { 1,700 1,900	100 100	d) Heynen . . { 1,800 » 2,000 »	200 » 200 »	
11 ^e	6,001	a) Wet van 1894 { 1,800 2,000	a) Wet van 1894 { 1,890 2,100	90 100	a) Wet van 1894 { 1,984 50 2,205 »	184 50 205 »	
	tot 8,000	b) Dufrane . . 2,000	b) Dufrane . . 2,230	230	b) Dufrane . . 2,531 25	531 25	
		c) Delvaux . . 1,900	c) Delvaux . . 2,032	132	c) Delvaux . . 2,216 16	316 16	
		d) Heynen . . { 1,800 2,000	d) Heynen . . { 1,900 2,100	100 100	d) Heynen . . { 2,000 » 2,200 »	200 » 200 »	
12 ^e	8,000	a) Wet van 1894 { 2,000 2,200	a) Wet van 1894 { 2,100 2,310	100 110	a) Wet van 1894 { 2,205 » 2,425 50	205 » 225 50	
	tot 10,000	b) Dufrane . . 2,200	b) Dufrane . . 2,420	220	b) Dufrane . . 2,662 »	462 »	
		c) Delvaux . . 2,100	c) Delvaux . . 2,226	126	c) Delvaux . . 2,359 56	259 56	
		d) Heynen . . { 2,000 2,200	d) Heynen . . { 2,100 2,350	100 150	d) Heynen . . { 2,200 » 2,500 »	200 » 300 »	
13 ^e	10,001	a) Wet van 1894 { 2,200 2,500	a) Wet van 1894 { 2,310 2,625	110 125	a) Wet van 1894 { 2,425 50 2,756 25	225 50 256 25	
	tot 15,000	b) Dufrane . . 2,500	b) Dufrane . . 2,750	250	b) Dufrane . . 3,025 »	525 »	
		c) Delvaux . . 2,400	c) Delvaux . . 2,544	144	c) Delvaux . . 2,696 64	296 64	
		d) Heynen . . { 2,200 2,500	d) Heynen . . { 2,350 3,000	150 500	d) Heynen . . { 2,500 » 3,500 »	300 » 400 »	
14 ^e	15,001	a) Wet van 1894 { 2,500 3,500	a) Wet van 1894 { 2,625 3,675	125 175	a) Wet van 1894 { 2,756 25 3,858 75	256 25 358 75	
	tot 25,000	b) Dufrane . . 3,500	b) Dufrane . . 3,850	350	b) Dufrane . . 4,235 »	735 »	
		c) Delvaux . . 3,000	c) Delvaux . . 3,180	180	c) Delvaux . . 3,370 80	370 80	
		d) Heynen . . { 2,500 3,500	d) Heynen . . { 3,000 3,750	500 250	d) Heynen . . { 3,500 » 4,000 »	1,000 » 500 »	

Na 20 jaar.		Na 31 jaar.		AANMERKINGEN.
Jaarwedde met verhooging.	Verhooging als hiernaast.	Jaarwedde met verhooging.	Verhooging als hiernaast.	
a) Wet van 1894 { 1,458 60 { 1,701 70	258 60 301 70	a) Wet van 1894 { 1,608 10 { 1,875 11	408 10 475 11	
b) Dufrane . . . 2,242 54	842 54	b) Dufrane . . . 2,838 21	1,438 21	
c) Delvaux . . . 1,768 63	468 63	c) Delvaux . . . 2,062 93	762 93	
d) Heynen . . . { 1,400 » { 1,600 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 1,400 » { 1,600 »	200 » 200 »	
a) Wet van 1894 { 1,701 70 { 1,944 81	301 70 344 81	a) Wet van 1894 { 1,875 11 { 2,144 15	475 11 544 15	
b) Dufrane . . . 2,562 89	962 89	b) Dufrane . . . 3,243 65	1,643 65	
c) Delvaux . . . 2,040 73	540 73	c) Delvaux . . . 2,380 30	880 30	
d) Heynen . . . { 1,600 » { 1,800 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 1,600 » { 1,800 »	200 » 200 »	
a) Wet van 1894 { 1,944 81 { 2,187 91	344 81 387 91	a) Wet van 1894 { 2,144 15 { 2,412 16	544 15 612 16	
b) Dufrane . . . 2,883 25	1,083 25	b) Dufrane . . . 3,649 11	1,849 11	
c) Delvaux . . . 2,312 83	612 83	c) Delvaux . . . 2,697 68	997 68	
d) Heynen . . . { 1,800 » { 2,000 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 1,800 » { 2,000 »	200 » 200 »	
a) Wet van 1894 { 2,187 91 { 2,431 01	387 91 431 01	a) Wet van 1894 { 2,412 16 { 2,680 18	612 16 680 18	
b) Dufrane . . . 3,203 61	1,203 61	b) Dufrane . . . 4,054 56	2,054 56	
c) Delvaux . . . 2,584 93	684 93	c) Delvaux . . . 3,015 05	1,415 05	
d) Heynen . . . { 2,000 » { 2,200 »	200 » 200 »	d) Heynen . . . { 2,000 » { 2,200 »	200 » 200 »	
a) Wet van 1894 { 2,431 01 { 2,674 10	431 01 474 10	a) Wet van 1894 { 2,680 18 { 2,948 29	680 18 748 29	
b) Dufrane . . . 3,221 02	1,021 02	b) Dufrane . . . 3,897 43	1,697 43	
c) Delvaux . . . 2,651 20	551 20	c) Delvaux . . . 2,978 89	878 89	
d) Heynen . . . { 2,200 » { 2,500 »	200 » 300 »	d) Heynen . . . { 2,200 » { 2,500 »	200 » 300 »	
a) Wet van 1894 { 2,674 10 { 3,038 76	474 10 538 76	a) Wet van 1894 { 2,948 29 { 3,349 22	748 29 849 22	
b) Dufrane . . . 3,660 25	1,160 25	b) Dufrane . . . 4,428 90	1,928 90	
c) Delvaux . . . 3,029 94	629 94	c) Delvaux . . . 3,404 44	1,004 44	
d) Heynen . . . { 2,500 » { 3,500 »	300 » 1,000 »	d) Heynen . . . { 2,500 » { 3,500 »	300 » 1,000 »	
a) Wet van 1894 { 3,038 76 { 4,254 26	538 76 754 26	a) Wet van 1894 { 3,349 22 { 4,690 31	849 22 1,490 31	
b) Dufrane . . . 5,124 35	1,624 35	b) Dufrane . . . 6,246 »	2,746 »	
c) Delvaux . . . 3,787 43	787 43	c) Delvaux . . . 4,014 68	1,014 68	
d) Heynen . . . { 3,500 » { 4,000 »	1,000 » 500 »	d) Heynen . . . { 3,500 » { 4,000 »	1,000 » 500 »	

Bijlage Litt. B.

Vergelijkende cijfers der gansche jaarlijksche periodieke verhoogingen voor het Rijk, volgens de wet van 1894 en de drie voorgestelde ontwerpen.

Wet en ontwerpen.	Van 5 tot 6 jaar.	Van 6 tot 7 jaar.	Van 10 tot 11 jaar.	Van 12 tot 13 jaar.	Van 15 tot 16 jaar.	Van 20 tot 21 jaar.	Van 25 tot 26 jaar.	Van 30 tot 31 jaar.	Totaal voor 31 jaar.	Middelcijfer voor 1 jaar 1/31.
Wet van 1894	(a) 88,690	88,690	181,246 90	181,246 90	279,537 54	382,473 69	589,794 50	603,078 16	7,710,290 81	248,719
	(b) 408,685	408,685	221,739 75	221,739 75	354,560 76	468,375 02	604,449 85	739,482 97	9,508,434 87	306,714
Ontwerp Dufrane	292,660	292,660	625,461 20	625,461 20	1,003,992 94	1,435,231 38	1,924,686 15	2,482,238 86	28,892,599 »	932,013.
Ontwerp Delvaux	174,098	174,098	364,443 40	364,443 40	571,273 53	796,963 39	1,043,062 16	1,311,378 69	16,060,581 »	518,083
Ontwerp Heynen	(a) »	199,950	199,950 »	399,900 »	399,900 »	399,900 »	399,900 »	399,900 »	8,797,800 »	283,800
	(b) »	227,250	227,250 »	450,000 »	450,000 »	450,000 »	450,000 »	450,000 »	9,913,500 »	319,790

N. B. Deze tabel werd opgemaakt naar eene aanvangswedde der 14^e reeks, 3,500 francs, welk cijfer eerst voorkwam in het ontwerp van den heer Henry Delvaux. In de Middenafdeeling werd aangemerkt dat het niet billijk was een anderen grondslag aan te nemen voor de jaarwedden der secretarissen van die reeks dan voor die der dertien andere, en derhalve werd het oorspronkelijk cijfer van 3,500 frank gebracht op 3,000 frank in het door de Middenafdeeling goedgekeurd ontwerp. Bij de lezing van sommige gedeelten dezes verslags moet rekening worden gehouden met deze wijziging.